



CLINIQUE DOCTORALE
AIX GLOBAL JUSTICE

Clinique de Droit international
des droits de l'homme

www.aixglobaljustice.org

IRAN

**Situation des Chrétiens en
Iran**

Avril 2023

Ce travail a été réalisé sous la coordination d'un membre de la Clinique doctorale de droit international des droits de l'homme et grâce au concours d'étudiants cliniciens en droit.

Ce document, présenté par *Aix Global Justice*, a pour but de promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le monde. Il est essentiel de préciser que les informations contenues dans ce rapport sont basées sur des sources disponibles, y compris des entretiens, des documents et d'autres matériels accessibles au public. Bien que nous nous efforcions d'être précis et objectifs, *Aix Global Justice* ne garantit pas la véracité absolue ou l'exhaustivité des données présentées dans ce rapport.

Ce rapport est un outil de sensibilisation, de défense des droits de l'homme et de dialogue constructif. Il ne constitue pas un avis juridique et n'engage pas la responsabilité d'Aix Global Justice ou de ses représentants. Par conséquent, *Aix Global Justice* décline toute responsabilité en cas d'erreurs, d'omissions ou d'inexactitudes dans le rapport ou pour toute action entreprise sur la base de son contenu. Les membres d'*Aix Global Justice* ne seront donc pas tenus pour responsables.

Aix Global Justice ne peut être tenu responsable des dommages directs, indirects, accessoires, consécutifs ou punitifs résultant de l'utilisation, de l'interprétation ou de la confiance accordée aux informations fournies.

La dernière mise à jour date du 20 avril 2023.

Pour toute question complémentaire sur ce dossier, veuillez contacter :

Adeline AUFFRET et Indira BOUTIER, Coordinatrices générales de la Clinique Aix Global
Justice

aixglobaljustice@gmail.com
aixglobaljusticeclinic@proton.me

SOMMAIRE

Synthèse générale :	2
1. Depuis juillet 2022, la situation sécuritaire s'est-elle dégradée ?	3
2. Est-ce que cela a une répercussion particulière sur la persécution des chrétiens ?	9
2.1. La recrudescence des persécutions envers les minorités religieuses depuis juillet 2022 ..	9
2.2. La révision de la peine et la libération intéressée de certains chrétiens en Iran	13
3. Quels types de persécutions peuvent subir les chrétiens en Iran ? Un sort particulier est-il réservé aux chrétiens convertis, anciennement musulmans ?	15
3.1. Reconnaissance internationale des persécutions à l'encontre des chrétiens.....	15
3.2. Marginalisation des communautés ethno-religieuses de confession chrétienne.....	17
3.2.1. Reconnaissance du statut et des droits des communautés ethno-religieuses chrétiennes d'Iran	17
3.2.2. Inégalités juridiques et sociales rencontrées par les communautés chrétiennes	19
3.3. Persécutions de nature judiciaire subies par les chrétiens convertis	21
3.3.1. Conversion et liberté religieuse	21
3.3.2. Engagement de poursuites pénales sur le fondement de « la sûreté nationale »	22
3.3.3. Engagement de poursuites pénales sur le fondement de « la propagande contraire à l'Islam ».....	24
3.3.4. Accès à la justice	26
3.3.5. Peine capitale et conversion	28
3.4. Persécutions des chrétiens convertis par les autorités gouvernementales	30
3.4.1. Interdiction de posséder des biens chrétiens et de célébrer les offices en langue persane	30
3.4.2. Surveillance dans la sphère physique et virtuelle.....	31
3.4.3. Restrictions de l'accès à l'emploi ou à l'éducation	32
3.4.4. Interventions dans les églises de maison.....	34
3.4.5. Arrestations arbitraires	35
3.4.6. Incarcération, torture physique et psychologique, mauvais traitements et simulacres d'exécution.....	36
3.4.7. Répercussions négatives des discriminations envers un chrétien sur son entourage ...	39
.....	39
Sources consultées :	41
1. Organisations gouvernementales et internationales	41
2. ONG, Think Tanks	43
3. Médias	44
4. Autres	47

Synthèse générale :

La République islamique d'Iran est un **régime autoritaire** revendiquant une double légitimité théocratique et populaire. La Révolution islamique de 1979 aboutit à l'établissement de l'actuel régime politique de l'Iran. La loi islamique (charia) est sévèrement appliquée par les autorités.

La situation sécuritaire en Iran **s'est fortement dégradée** depuis juillet 2022. En septembre dernier, Mahsa Amini, une jeune femme kurde iranienne, est retrouvée morte à la suite de son arrestation par la police des mœurs, entraînant une série de manifestations spontanées dans tout le pays. La répression de ces mouvements de protestation est devenue **très violente, accompagnée d'arrestations et d'exécutions arbitraires**. Cette situation a provoqué un soulèvement populaire sans précédent depuis septembre 2022, la population réclamant la fin du système de la République islamique. En parallèle, les autorités maintiennent pourtant les répressions concernant la liberté de religion, faisant **peser une menace sur la sécurité de la population entière**.

En effet, ces derniers mois, **les persécutions à l'égard des minorités religieuses notamment à l'égard des chrétiens sont en recrudescence**. Nombre d'organes internationaux appellent les autorités iraniennes à mettre fin à la **persécution et au harcèlement des minorités religieuses** ainsi qu'à la **restriction de l'exercice de leurs droits fondamentaux**. De nombreuses organisations mettent en lumière l'accroissement des injustices commises à l'encontre des Chrétiens en Iran notamment concernant les raisons de leur **arrestation**, les **conditions de détention** ainsi que les **peines disproportionnées prononcées à leur égard**. Depuis février 2023, dans le cadre de l'amnistie annuelle du Gouvernement marquant le 44^{ème} anniversaire de la Révolution de 1979, certains chrétiens condamnés pour apostasie sont **libérés ou ont vu leurs peines révisées**. Cependant, ces actions ne peuvent être considérées comme une reconnaissance de leurs droits.

En Iran, les chrétiens sont, depuis de nombreuses années, **victimes de discriminations et de persécutions**. Bien que la République islamique d'Iran ait **intégré dans sa Constitution le respect de la liberté de religion** aux minorités chrétiennes ethno-religieuses, celles-ci **restent marginalisées** et leurs membres **rencontrent toujours des inégalités juridiques et sociales** en tant que non-musulmans. De plus, les **musulmans convertis au christianisme** sont davantage **victimes de persécutions, et notamment au regard de la loi. La conversion étant interdite, ces chrétiens ne sont pas légalement reconnus**. Cependant, cet interdit n'étant pas inscrit dans la loi, ils sont ainsi **condamnés et incarcérés** pour d'autres motifs, telle que **la mise en danger de la sûreté nationale ou la « propagande contraire à l'Islam »**. Tout au long du parcours judiciaire, les chrétiens convertis **ne bénéficient pas d'un égal accès à la justice** et se voient condamnés à des **peines particulièrement lourdes d'emprisonnement, voire à la peine de mort. Les autorités gouvernementales participent à ces persécutions** de manière quotidienne, en s'infiltrant dans les moindres pans de vie des chrétiens convertis. Ces derniers **ne peuvent pas pratiquer librement leur religion et font l'objet d'une surveillance virtuelle et physique accrue**. La publicité de leur conversion peut également entraîner des **restrictions de l'accès à l'emploi ou à l'éducation**. Afin de pratiquer leur religion, les convertis se retrouvent dans des **églises de maisons illégales**, lieux où les autorités interviennent et procèdent à de **nombreuses arrestations arbitraires**. Les témoignages font alors état de **la pratique d'actes de torture physique et psychologique**, lors des interrogatoires et de la détention. Enfin, ces persécutions ont pour conséquence **la marginalisation des chrétiens convertis mais également de leur entourage, conduisant parfois à l'exil**.

1. Depuis juillet 2022, la situation sécuritaire s'est-elle dégradée ?

La situation sécuritaire **s'est fortement dégradée** en Iran depuis juillet 2022. À partir du mois de septembre, un soulèvement populaire sans précédent a secoué l'Iran, la population réclamant la fin du système de la République islamique. La répression de ces manifestations est **sanglante et accompagnée d'arrestations et d'exécutions arbitraires**. Les répressions concernant les droits et libertés fondamentaux continuent à faire **peser une menace sur la sécurité de la population**, qu'elle soit musulmane ou d'une autre confession. L'augmentation importante de **l'utilisation de la peine de mort et le non-respect du droit au procès équitable** sont les principaux reproches formulés à l'encontre des autorités iraniennes par plusieurs organismes internationaux.

Source : NISSENBAUM Dion, *Saudi Arabia, U.S. on High Alert After Warning of Imminent Iranian Attack*, Washington Post, novembre 2022.

“Authorities have **struggled to quell the unrest** that has occurred almost daily since the death on Sept. 16 of a young woman in police custody for allegedly violating Iran's strict rules on how women dress in public. **More than 200 have been killed and over 1,000 arrested** in the government's response to demonstrations that began as a defiant call for women's rights and have transformed into a movement demanding the downfall of the Islamic Republic.”

“As the unrest spread, Iranian officials have blamed Iran's foes for inciting the unrest. Such unsupported claims are a familiar tactic for the regime, which has blamed Iran's adversaries during previous domestic protests against the regime.”

Source : ONU Info, *L'ONU préoccupée par la violente répression en Iran*, septembre 2022.

« Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH) s'est déclaré inquiet, mardi, de « **la poursuite de la répression violente des forces de sécurité** » contre les manifestations en Iran, suite à la mort tragique de Mahsa Amini, une jeune femme de 22 ans. »

Source : ONU Info, *Iran : le Conseil des droits de l'homme de l'ONU crée une mission pour enquêter sur la répression*, novembre 2022.

« Plus tôt, au début d'une session spéciale du Conseil des droits de l'homme sur la répression en Iran, le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, **Volker Türk, a jugé que la situation actuelle en Iran était « intenable » et estimé que le « changement est inévitable » dans ce pays qui vit « aujourd'hui une véritable crise des droits de l'homme ».** »

« Il a lancé un appel pressant aux autorités iraniennes pour qu'elles **cessent de faire un usage « inutile et disproportionné »** de la force. « Les méthodes anciennes et la mentalité de forteresse assiégée de ceux qui détiennent le pouvoir ne fonctionnent tout simplement pas. En fait, elles ne font qu'**aggraver la situation** », a déclaré Volker Türk, dans son premier discours devant le Conseil depuis son entrée en fonction en octobre dernier. »

« Selon M. Türk, ce sont **14.000 manifestants pacifiques qui ont aussi été arrêtés**, « un nombre faramineux ». Des sources officielles indiquent qu'au moins 21 personnes arrêtées dans le cadre des manifestations sont actuellement **passibles de la peine de mort**, dont au moins six ont déjà été condamnées à mort sur la base d'accusations de moharebeh (inimitié envers Dieu) et d'efsad-e fel-arz (corruption sur terre). »

« Toute personne prenant part aux manifestations a rapidement été qualifiée d'« ennemi à affronter, de terroriste ou d'agent étranger tentant de déstabiliser l'Iran ». Cette campagne de répression a conduit à **des campagnes de dénigrement, des menaces, des surveillances, des arrestations et des détentions arbitraires, des tortures et des mauvais traitements en détention, y compris des abus sexuels** ».

Au cours des deux derniers mois, l'expert indépendant indique avoir reçu de nombreux témoignages de proches de victimes qui ont raconté de manière détaillée et poignante comment les autorités ont **refusé de restituer les corps de leurs proches jusqu'à ce qu'ils s'engagent par écrit à ne pas organiser d'obsèques**. Il a détaillé comment ils ont été cruellement contraints de les enterrer dans des lieux de sépulture éloignés, souvent la nuit et en présence d'agents des services de renseignement.

Pour le Rapporteur spécial, l'impunité structurelle a alimenté les pratiques généralisées de **meurtres illégaux, de disparitions forcées, de torture et d'autres violations graves des droits humains en Iran**. »

Source : ONU Info, *Iran : le chef des droits de l'homme de l'ONU inquiet du durcissement de la répression contre les manifestants*, novembre 2022.

« Le chef des droits de l'homme de l'ONU s'est inquiété, mardi, du déploiement de renforts militaires dans certaines régions iraniennes où les manifestations se sont intensifiées, disant craindre un **durcissement de la répression**. »

« « Le nombre croissant de **décès dus aux manifestations** en Iran, dont ceux de **deux enfants** ce week-end, et le **durcissement de la réponse des forces de sécurité**, soulignent la **situation critique** dans le pays », a déclaré dans un communiqué, Volker Türk, Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, relevant que « l'absence d'obligation de reddition des comptes pour les **violations flagrantes des droits humains** persiste et contribue aux griefs croissants ». »

Source : ONU Info, *Iran : les abus systématiques s'apparentent à des crimes contre l'humanité (expert)*, mars 2023.

« La violence de la répression meurtrière et les abus systématiques en Iran lors et après les manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini, s'apparenteraient à des **crimes contre l'humanité**, a fustigé lundi un expert indépendant des Nations Unies. »

« Des médecins iraniens ont également signalé que des femmes et des jeunes filles participant aux manifestations avaient été visées par des tirs de fusil de chasse au niveau du visage, des seins et des organes génitaux.

Des rapports font état de **tortures et de mauvais traitements infligés aux personnes participant aux manifestations**. »

Source : Amnesty International, *Iran: at least 82 protesters and bystanders killed in bloody crackdown in Baluchistan*, octobre 2022.

“The Iranian security forces **unlawfully killed at least 66 people - including children** - and injured hundreds of others after firing live ammunition, metal pellets and teargas at protesters, bystanders and worshippers during a violent crackdown after Friday prayers on 30 September in the city of Zahedan in Sistan and Baluchistan province, Amnesty International said today.”

“Evidence gathered by Amnesty indicates that the majority of victims in Zahedan on 30 September were shot in the head, heart, neck or torso, revealing a clear intent to kill or seriously harm. There

is also evidence that some victims were shot in the back of the head or torso, indicating they were **facing away from the security forces** and posing no imminent threat.”

Source : Le Monde Diplomatique, *En Iran, le pouvoir se fracture*, décembre 2022.

« Au cours de ces semaines décisives, il [M. Ali Khamenei] a paru dépassé par les événements, jusqu’à ce que ses forces de l’ordre, le 26 octobre, **commencent à tirer à balles réelles sur les manifestants**, tandis que la violence gagnait les lieux saints du pays. [...]. Les homologues de M. Khamenei dans la haute hiérarchie religieuse ne s’y sont pas trompés, du reste, certains lui attribuant une responsabilité directe dans les répressions. Et tandis que d’aucuns lui reprochaient de trahir le modèle du prophète Muhammad (« Mahomet »), **en recourant à une violence létale** à grande échelle contre une population musulmane. D’autres clercs exigeaient sa mise en jugement, un fait sans précédent dans les annales de la République islamique. »

Source : ONU Info, *Le Conseil décide de créer une mission d’établissements des faits pour enquêter sur les violations alléguées des droits de l’homme en Iran liées aux manifestations qui ont débuté le 16 septembre 2022*, novembre 2022.

« À l’issue de sa trente-cinquième session extraordinaire, ouverte ce matin et consacrée à « la détérioration de la situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran », le Conseil des droits de l’homme a adopté cet après-midi – par 25 voix pour, 6 voix contre et 16 abstentions – une résolution par laquelle il décide de créer, jusqu’à la fin de sa cinquante-cinquième session, une **mission internationale indépendante d’établissement des faits qui aura pour mandat d’enquêter de manière approfondie et indépendante sur les violations alléguées des droits de l’homme** en République islamique d’Iran liées aux manifestations qui ont débuté le 16 septembre 2022, en particulier en ce qui concerne les femmes et les enfants. »

Source : Conseil des droits de l’homme, *Résolution A/HRC/52/L.3*, mars 2023.

« Alarmés également par la **récente augmentation massive du nombre d’exécutions**, notamment de personnes accusées d’infractions qui ne sont pas parmi les crimes les plus graves, et par les exécutions de personnes condamnées pour des infractions présumées commises avant l’âge de 18 ans et à l’issue de procès qui ne respectent pas les garanties d’un procès équitable. »

« Exprime sa profonde inquiétude face à l’**augmentation massive** du nombre de cas signalés d’exécution, notamment de **personnes condamnées à mort** sur la base de leur participation présumée aux récentes manifestations, et demande instamment à la République islamique d’Iran de prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres nécessaires, conformément à ses obligations internationales en matière de droits de l’homme, pour que **nul ne soit condamné à mort ou exécuté pour des infractions qui ne sont pas parmi les crimes les plus graves ou pour des infractions présumées commises avant l’âge de 18 ans**, et pour que toutes les déclarations de culpabilité et toutes les sanctions pénales sont prononcées par des tribunaux compétents, indépendants et impartiaux, à l’issue de procédures qui respectent strictement les garanties d’un procès équitable. »

Source : ONU Info, *L’ONU accuse l’Iran d’utiliser la peine de mort pour dissuader les manifestants*, janvier 2023.

« Selon le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l’homme, Volker Türk, les procédures pénales et **la peine de mort** sont utilisées par Téhéran pour punir les personnes qui **participent à des manifestations** et pour semer la peur dans la population afin d’éradiquer toute

dissidence, en violation du droit international. »

« Quatre personnes ayant participé aux récentes manifestations ont été exécutées en décembre dernier à l'issue de « **procès expéditifs qui ne respectaient pas les garanties minimales d'un procès équitable et d'une procédure régulière requise par le droit international des droits de l'homme** ». Selon le Bureau des droits de l'homme de l'ONU, cela rend leur exécution assimilable à « une privation arbitraire de la vie ».

« Le Haut-Commissariat dénonce notamment une **application de dispositions pénales vagues**, le refus d'un accès à un avocat librement choisi ou des aveux contraints sous la torture. L'absence de la présomption d'innocence et le manque de possibilités de faire appel sont également ciblés par l'agence onusienne. »

Source : ONU Info, *Le Haut-Commissaire Volker Türk appelle à respecter la vie et la voix du peuple iranien et à écouter ses revendications*, janvier 2023.

« Selon Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Gouvernement iranien utilise les procédures pénales et la peine de mort **pour punir celles et ceux qui participent aux manifestations et pour semer la peur dans la population** afin d'éradiquer toute dissidence, en violation du droit international des droits de l'homme.

Quatre personnes ayant participé aux récentes manifestations ont été exécutées le mois dernier à l'issue de **procès expéditifs qui ne respectaient pas les garanties minimales d'un procès équitable** et d'une procédure régulière requises par le droit international des droits de l'homme ayant force obligatoire en Iran, ce qui rend leur exécution assimilable à une privation arbitraire de la vie. »

Source : Amnesty International, *Report 2022/23; The State of the World's Human Rights; Iran*, mars 2022.

“Thousands of people were arbitrarily detained and/or unfairly prosecuted throughout the year for peacefully exercising their human rights; many remained unjustly imprisoned.

According to a leaked audio-recorded official statement, **between 15,000 and 16,000 people were detained** during the first weeks of the uprising. The authorities continued **mass arbitrary arrests** until the end of the year and subjected many to **unjust prosecutions and unfair trials**.

Two young men were **arbitrarily executed** in relation to the nationwide uprising after sham trials and without advance notice to their families, while scores of others were under the sentence of death or remained on trial for overly broad capital charges including “enmity against God” (moharebeh) and “corruption on earth” (efsad-e fel-arz).”

Source : Assemblée Générale, *Résolution A/RES/77/228 : Situation relative aux droits humains en République islamique d'Iran*, décembre 2022.

« 9. Se déclare vivement préoccupée par la **fréquence alarmante de l'imposition de la peine de mort et de l'augmentation notable du nombre d'exécutions** de la peine de mort par la République islamique d'Iran, en violation de ses obligations internationales, notamment des cas **d'exécutions menées sur la base d'aveux forcés**, réaffirme la préoccupation du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran quant au fait qu'un certain nombre d'infractions passibles de la peine de mort ne satisfont pas au critère de crimes les

plus graves [...] et ce, en violation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques [...]. »

« 12. Exhorte la République islamique d'Iran à mettre fin au recours **généralisé et systématique aux arrestations et à la détention arbitraires**, notamment au recours fréquent à cette pratique contre des personnes ayant une double nationalité ou des ressortissants étrangers, qui dans certains cas résident à l'étranger et peuvent faire l'objet de poursuites à leur retour, ainsi qu'à la pratique des **disparitions forcées** et de la détention au secret, à libérer les personnes détenues arbitrairement, à lever le voile sur le sort ou la localisation des victimes de disparition forcée et à amener les responsables à rendre des comptes, à faire respecter, en droit et dans la pratique, les garanties de procédure et les autres protections juridiques permettant d'assurer à l'accusé un **procès équitable**, [...], et à **respecter l'interdiction de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**, [...]. »

« 15. Se déclare gravement préoccupée par le fait que l'application effective de la loi relative au hijab et à la vertu que la police des mœurs iranienne **s'emploie à faire respecter avec violence** porte fondamentalement atteinte aux droits humains des femmes et des filles, y compris le droit à la liberté d'expression et d'opinion, et engage vivement la République islamique d'Iran à **cesser de faire un usage excessif de la force**, y compris la force létale, pour faire appliquer toute politique contraire aux droits humains des femmes et des filles, ainsi que de recourir à la force, y compris **la force létale entraînant la mort**, contre des manifestants pacifiques, dont des femmes et des enfants, [...]. »

« 16. Engage la République islamique d'Iran à remettre en liberté **les personnes détenues pour avoir exercé leurs droits humains et libertés fondamentales**, notamment celles qui ont été arrêtées au seul motif qu'elles avaient participé à des manifestations pacifiques, y compris celles qui ont eu lieu [...] de septembre à novembre 2022. »

« 17. Condamne le recours généralisé à **la force contre des manifestants non violents**, exprime son inquiétude à l'égard du projet de loi du Gouvernement de la République islamique d'Iran concernant l'utilisation **d'armes à feu lors de manifestations** et demande son retrait, et exhorte les autorités iraniennes à protéger les droits humains des personnes qui participent à des manifestations pacifiques, à envisager de revenir sur **les peines excessivement sévères, y compris les peines capitales et les assignations à résidence de longue durée**, et à mettre fin aux **représailles contre les défenseurs des droits humains**, y compris les défenseuses des droits humains, les participants à des manifestations pacifiques et les membres de leur famille, les journalistes et les professionnels des médias qui couvrent ces manifestations, et les particuliers qui coopèrent ou tentent de coopérer avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains, à enquêter sur les cas de représailles et de recours à la force contre des manifestants pacifiques et à amener les responsables à rendre des comptes, et souligne l'importance des engagements pris par les autorités judiciaires quant à l'examen des affaires concernant les personnes arrêtées. »

Source : Conseil des droits de l'homme, Cinquante-deuxième session, *Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Javaid Rehman*, février 2023.

« 8. Le Rapporteur spécial déplore la brutalité de la réaction des autorités iraniennes face à ces manifestations [...]. Le Rapporteur spécial est **alarmé par la violence à laquelle les femmes et les filles sont continuellement exposées, y compris les meurtres, les violences physiques et sexuelles, et la répression féroce des minorités ethniques et religieuses**, en particulier des Baloutches et des Kurdes. La poursuite de la **répression et la prise pour cible des militants et**

militantes de la société civile, des défenseurs et défenseuses des droits de l'homme et des droits des femmes, des avocats et des journalistes sont aussi gravement préoccupantes, de même que l'interdiction par le régime de toutes formes de **liberté d'expression**, notamment des fortes perturbations d'Internet et la censure des médias sociaux. »

« 63. Le Rapporteur spécial est alarmé par la forte augmentation **des exécutions** dans le pays [...]. Au 4 décembre 2022, il a été signalé qu'au moins **500 personnes, dont deux personnes condamnées alors qu'elles étaient mineures et 13 femmes, avaient été exécutées en 2022**, soit le nombre le plus élevé d'exécutions de ces cinq dernières années. Ce chiffre est à comparer avec les chiffres de 2021 (au moins 330 exécutions) et de 2020 (267 exécutions). Seules 58 exécutions ont été déclarées par des sources officielles en 2022. Le 26 décembre 2022, une troisième personne condamnée à mort alors qu'elle était mineure aurait été exécutée. »

« Depuis le début des manifestations, **les plus hautes sphères de l'État ont incité à la violence** et ont donné pour instruction aux forces de sécurité d'« affronter les ennemis ». Conformément à ces instructions martiales, les forces de sécurité iraniennes, dans le cadre de ce qui semble être une politique suivie dans toutes les régions du pays et en particulier dans les régions kurdes et baloutches, **ont tué des centaines de manifestants, dont des enfants**. Ces meurtres constituent une privation arbitraire de la vie en violation de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel la République islamique d'Iran est partie. »

« Le Rapporteur spécial est alarmé par **l'exécution de deux manifestants et la présumée condamnation à mort de plusieurs autres à l'issue de simulacres de procès**, en violation du droit à un procès équitable et à une procédure régulière. Il réaffirme que toutes les condamnations à mort et les exécutions qui en découlent constituent une privation arbitraire de la vie ; [...] Les rapports faisant état **d'actes de torture et de mauvais traitements systématiques** à l'encontre de manifestants, notamment les allégations concernant des actes de violence sexuelle et de violence fondée sur le genre, le viol et la torture d'enfants et d'adolescents, sont profondément choquants et les auteurs de ces crimes très graves au regard du droit international doivent être identifiés et doivent rendre des comptes ; [...] »

« De graves **violations des droits à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne, du droit de ne pas être soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, du droit de ne pas être soumis au viol et à d'autres formes de violence sexuelle, et du droit de ne pas faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire** ont été constatées depuis le début des manifestations, dans le cadre d'une politique manifeste mise en place au plus haut niveau de l'État visant à écraser les manifestations à n'importe quel prix. **L'ampleur et la gravité de ces violations laissent présager que des crimes internationaux ont été commis, notamment les crimes contre l'humanité que sont le meurtre, l'emprisonnement, les disparitions forcées, la torture, le viol et la violence sexuelle, et la persécution.** »

Source : United Nations, *Repressive enforcement of Iranian hijab laws symbolises gender-based persecution: UN experts*, avril 2023.

“The repressive enforcement of Iranian hijab laws, as announced by the State authorities, would result in **additional restrictive and punitive measures** on women and girls who fail to comply with the country's compulsory veiling laws, UN experts said today.”

“ “It is deeply worrying that after months of nationwide protests, [...], Iranian women are increasingly **facing harsh and coercive measures** by State authorities,” the UN experts said.”

“ “These additional repressive measures would further exacerbate the negative impact of the compulsory hijab laws. Criminalising refusal to wear the hijab is a violation of the right to freedom of expression of women and girls and **opens the door to a range of other possible violations of political, civil, cultural and economic rights**” they said.”

“The UN experts urged Iranian authorities to amend the Constitution, repeal existing gender discriminatory laws, and abolish all regulations whereby women's dress or behaviour in public or private life is monitored and controlled by State authorities.”

Source : Center for Human Rights in Iran, *Iran Protests: Grave Concerns for Extreme State Violence Amid Rising Death Toll*, septembre 2022.

“As the **state’s violent security presence has grown** on the streets, so too have the protesters’ response, with crowds circling police, setting cars on fire, and destroying banners of Iranian officials. “Civilians protesting the crisis of impunity in Iran are being forced to face off with heavily armed security forces,” said Ghaemi.”

2. Est-ce que cela a une répercussion particulière sur la persécution des chrétiens ?

Depuis 2022 en Iran, les **persécutions et le harcèlement à l’égard** des minorités religieuses, **notamment des chrétiens, sont en recrudescence**. En effet, la religion est utilisée pour **restreindre l’exercice des droits fondamentaux**, en particulier concernant les conditions d’arrestation, de détention ainsi que l’utilisation de peines disproportionnées (2.1). Depuis février 2023, **certains chrétiens sont libérés ou voient leurs peines révisées**. Cependant ces derniers ont généralement servi une grande partie de leur peine et **ces actions peuvent être considérées comme intéressées**, s’expliquant par des prisons surpeuplées, l’effet des campagnes de soutien aux prisonniers ou encore une volonté de l’Iran de redorer son image à l’international (2.2).

2.1. La recrudescence des persécutions envers les minorités religieuses depuis juillet 2022

Depuis juillet 2022, les **persécutions envers** les minorités religieuses, notamment **les chrétiens, ne cessent d’augmenter**. En effet, **nombre d’organes internationaux s’alarment de la situation**, en particulier concernant les **conditions d’arrestation et de détention et l’utilisation de peines disproportionnées** et demandent aux autorités iraniennes de cesser toute forme d’injustices perpétrées à l’encontre des chrétiens. Les organes internationaux ne sont pas les seuls à faire ce constat, **de nombreuses associations et organisations non gouvernementales** mettent en lumière les **violations exacerbées des droits humains des chrétiens en Iran**.

Source : ONU Info, *Iran : des experts de l’ONU s’alarment de l’escalade des persécutions religieuses*, août 2022.

« Des experts de l’ONU ont appelé lundi les autorités iraniennes à **mettre fin à la persécution et au harcèlement des minorités religieuses** et à **cesser d’utiliser la religion pour restreindre l’exercice des droits fondamentaux**. »

« Les experts ont demandé la **libération immédiate et inconditionnelle** de toutes les personnes détenues **en raison de leur appartenance religieuse**, ainsi que l'obligation de rendre compte de la **persécution systématique des minorités religieuses par les autorités.** »

Source : Assemblée Générale, *Résolution A/RES/77/228 : Situation relative aux droits humains en République islamique d'Iran*, décembre 2022.

« 24. Se déclare gravement préoccupée par les **limitations et les restrictions de plus en plus graves frappant le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction**, par les **restrictions relatives à l'établissement des lieux de culte**, par les **restrictions injustifiées visant les rites funéraires** observés selon certains principes religieux, par les **attaques dont les lieux de culte et les cimetières font l'objet**, ainsi que par d'autres violations des droits humains, notamment mais non exclusivement les cas de plus en plus nombreux de **harcèlement** et d'**intimidation**, de **persécution**, d'**arrestation** et de **détention arbitraires**, et d'**incitation à la haine** menant à la violence, qui visent les personnes appartenant à des minorités religieuses reconnues ou non, dont les chrétiens (en particulier ceux qui se sont convertis de l'islam) [...] qui ont subi une **intensification soudaine des persécutions**, qui sont soumis à des **restrictions croissantes** et à des **persécutions systémiques** par le Gouvernement de la République islamique d'Iran **en raison de leurs croyances religieuses** et qui feraient l'objet d'**arrestations massives** et de **longues peines d'emprisonnement**, ainsi que d'**arrestations** visant leurs membres de premier plan et d'une **augmentation des confiscations et des destructions de biens.** »

Source : Conseil des droits de l'homme, *Cinquante-deuxième session, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Javaid Rehman*, février 2023.

« 63. Le Rapporteur spécial est alarmé par la **forte augmentation des exécutions dans le pays** en particulier [...] le **recours disproportionné à la peine de mort** contre des personnes appartenant à des **minorités ethniques et religieuses** en 2022. »

Source : Amnesty International, *Iran : tout ce qu'il faut savoir sur les droits humains*, 2023.

« La **discrimination et les violences à l'égard** des femmes, des personnes LGBTI et des **membres de minorités ethniques ou religieuses se sont intensifiées**. Les disparitions forcées, la torture et les autres formes de mauvais traitements, y compris la privation délibérée de soins médicaux, étaient courantes et systématiques. Les autorités judiciaires ont prononcé et infligé des châtiments cruels et inhumains, notamment des flagellations, des amputations et des aveuglements. »

Source : Association internationale pour la défense de la liberté religieuse, *L'Iran libère Yousef Nadarkhani et d'autres chrétiens de prisons*, mars 2023.

« **L'Iran s'est classé au huitième rang** de la World Watch List (WWL) 2023 de l'organisation de soutien aux chrétiens Open Doors, qui **recense les 50 pays où il est le plus difficile d'être chrétien.** »

Source : Vatican News, *Iran: harassment against Iranian Christians increasing*, février 2023.

“According to the 2023 Report on “Violations to the rights of Christians in Iran” recently released by Article18 along with other three Christian non-profit organizations, **2022 saw a significant increase in the number of Iranian Christians arrested and detained in the Islamic Republic.**”

Source : Association internationale pour la défense de la liberté religieuse, *Rapport annuel 2023 : Violations des droits des chrétiens en Iran*, mars 2023.

« Outre les manifestations, l'année **2022 a été une autre année au cours de laquelle les chrétiens ont continué à être harcelés, arrêtés et emprisonnés** uniquement en raison de la pratique pacifique de leur foi.

Au moins **30 chrétiens** ont enduré l'emprisonnement ou l'exil en 2022 – le même nombre qu'en 2021 – tandis que **le nombre d'arrestations a plus que doublé** : 134 en 2022 contre 59 en 2021.

On constate également une **nette augmentation du nombre de chrétiens détenus** – 61 en 2022, contre 34 en 2021.

À la fin de l'année 2022, au moins 17 chrétiens étaient toujours emprisonnés et purgeaient des **peines allant jusqu'à 10 ans** pour des chefs d'inculpation tels que « action contre la sécurité nationale » et « propagande contre le régime ».

Car, comme le souligne le rapport, **pratiquer une croyance autre que l'islam chiite en République islamique d'Iran est « considéré comme une menace pour la République islamique et ses valeurs ».**

C'est pourquoi, par exemple, deux chrétiens irano-arméniens ont été condamnés en 2022 à 10 ans de prison pour avoir tenu des offices religieux à leur domicile.

Ou pourquoi un converti au christianisme âgé de 64 ans et atteint de la maladie de Parkinson à un stade avancé, ainsi que sa femme, purgent aujourd'hui une peine combinée de 10 ans de prison. »

Source : Article18 et al, *2023 Annual Report: Rights violations Against Christians in Iran*, février 2023.

“Earlier that month [September], **Assyrian Christians were warned about participating in the protests, and 40-50 youths were reprimanded** by church leaders and told they faced arrest for showing support. Both the current and former Assyrian members of the Iranian parliament also condemned the protests, while statements by the main branches of the Armenian and Assyrian churches echoed the regime line that they were orchestrated by “enemies” and “foreigners” intent on disrupting Iran’s “national security”. **But both Armenian and Assyrian Christians were arrested for participating in the protests.**”

“The Iranian regime **fails to uphold the right to freedom of religion or belief** as guaranteed under international law. **In August, eight United Nations experts expressed their alarm at the scale of repression against religious minorities, including Christian converts.** The Christian community is subjected to monitoring, restrictions, and control, and Persian-speaking Christians face harassment and judicial procedure based on vague “propaganda” charges related to “national security.”

“Raids on house-churches and the arrest and interrogation of their members **are increasingly being conducted by the Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC).** Correspondingly, there are more frequent reports of Christians suffering physical abuse during arrest and interrogation.”

“Christians charged with “acting against national security” are often allowed conditional release while their case is pending, though in many cases the length of their detention before release is

significantly longer than stipulated by law, while bail demands are high, frequently entailing the submission of property title deeds. **In 2022, more than \$450,000 was demanded from Christians for bail.**”

“Notably in 2022, **most Christians facing prosecution were charged under the newly amended Article 500** with “engaging in propaganda that educates in a deviant way contrary to the holy religion of Islam”. The application of Article 500 indicates **the prevalence of surveillance of Iranian citizens regarding their religious beliefs**. Those convicted under Article 500 were often **given supplementary punishments**, including fines and deprivation of social rights, in addition to custodial sentences.”

“In contrast to some encouraging reviews of cases and sentences by the Supreme Court in 2021, after which a few Christian converts were acquitted and the severity of some sentences mitigated, **requests for the review of sentences handed down to Christians were mostly denied in 2022 and the appeal courts upheld convictions and failed to mitigate harsh sentences.**”

“Even in rare instances where Christian converts have been cleared in court, they have **continued to face harassment** and, in some cases – in clear violation of their right to espouse a faith of their choice – **have been summoned to attend Islamic “re-education” classes.**”

“**Some Persian-speaking Christians were forced to flee the country in 2022**, fearing prosecution, but the difficulties of seeking asylum in neighbouring countries make fleeing an unattractive option for most victims.”

“**The increasing involvement of the IRGC [Islamic Revolutionary Guard Corps] in conducting raids on house-churches**, making arrests and interrogating “suspects” was noted in last year’s report. Previously, state action against Christians was almost exclusively carried out by agents of the Ministry of Intelligence. When agents of the IRGC conduct arrests, they are notably **less well-informed about evangelical Christianity and are more prone to be disrespectful or show violent behaviour**, both at the time of the arrest and during interrogation. **In 2022 a male Christian convert was reportedly sexually assaulted during interrogation by IRGC agents.** The conditions of detainees facing interrogation in IRGC offices are also substandard and the bail demands for conditional release are often higher.”

“Since Christians typically face charges of “propaganda” or “acting against national security”, their cases are usually heard by Revolutionary rather than criminal courts. Lawyers representing Christians in court have reported on numerous occasions that the intelligence branch of the IRGC **interferes with the legal process and demands more severe punishments for Christians than the courts consider appropriate.**”

“**There was a marked increase in 2022 of Christian converts being obliged to attend “re-education” classes** to pressure them to recant their Christian faith and return to Islam.”

“The Washington Post also reported on the practice in December 2022, and this **harassment of family members also applies to Iranian Christians active outside Iran**, though for reasons of security they were not made public.”

“Six expatriate Iranian Christians reported in 2022 that **multiple family members in Iran had been summoned for questioning and harassed regarding their relative’s activities abroad.**”

Source : Fox News, 'Simply being a Christian is enough to get arrested' in Iran: British government report, octobre 2022.

“A shocking new report from the British government details that **the violent persecution of the Christian minority population continues unabated in the Islamic Republic of Iran.**

‘**Simply being a Christian is enough to get you arrested**’ in the Muslim-majority country, noted the United Kingdom's study on Christians and Christian converts in Iran. The report said that "many arrests reportedly took place during police raids on religious gatherings" and that "**Christians, particularly evangelicals and converts from Islam, continued to experience disproportionate levels of arrest and detention.**”

“Current **examples of the Islamic Republic’s efforts to weaken the Christian faith** abound. The organization Middle East Concern (MEC), which defends the religious freedom of Christians in the Middle East and North Africa, **reported in August that two Iranian Christians were imprisoned in Tehran’s infamous Evin prison.**”

Source : Article18 News, *Annual report launch at UN Human Rights Council*, mars 2023.

“Mr Borji added: “Religious minorities, including **Christians, continue to be deprived of their rights to practice a faith of their own choosing**, in violation of Iran’s obligation as a signatory to the International Covenant on Civil and Political Rights [ICCPR]”.”

“Finally, Ms Lecesse called on Iran to “**release immediately and unconditionally all Christians detained on charges that are related to their peaceful religious activities, and [to] stop using criminal code provisions ... to unjustly detain religious minority faith adherents**”.

She also called on Iran to allow Mr Rehman to visit the country, and to “fully cooperate with the recently established fact-finding mission tasked to **investigate the deteriorating situation of human rights in the country since the start of the protests in September 2022**”.”

2.2. La révision de la peine et la libération intéressée de certains chrétiens en Iran

Depuis février 2023, dans le cadre de l’amnistie annuelle du Gouvernement marquant le 44^{ème} anniversaire de la Révolution de 1979, certains chrétiens condamnés pour apostasie sont **libérés ou ont vu leurs peines révisées**. Cependant ces derniers ont généralement servi une grande partie de leur peine et **ces actions ne règlent pas l’injustice de la condamnation initiale et les souffrances que ces personnes et leurs familles ont endurées et peuvent être considérées comme intéressées**.

Source : Portes Ouvertes, *Iran : Youcef Nadarkhani et 4 autres chrétiens libérés*, mars 2023.

« En un mois, **au moins cinq chrétiens iraniens ont été libérés de prison** [...]. La raison ? Un « pardon » spécial accordé aux prisonniers politiques à l’occasion du 44^{ème} anniversaire de la Révolution islamique en Iran. **Ces libérations ne sont pas synonymes d’un changement d’attitude du régime vis-à-vis des chrétiens ou d’une reconnaissance de leurs droits**. Mais nous pouvons nous réjouir de savoir que ces cinq chrétiens retrouvent la liberté, après Naser Navard Goltapeh et Fariba Dalir en octobre dernier. »

« Il est difficile de comprendre pourquoi un certain nombre de chrétiens peuvent sortir de prison ces derniers mois. Plusieurs pistes sont avancées : des **prisons surpeuplées**, **l'effet des campagnes de soutien aux prisonniers**, une **volonté de l'Iran de redorer son image à l'international**... Les chrétiens qui sont graciés **ont généralement déjà servi une grande partie de leur peine.** »

Source : Association internationale pour la défense de la liberté religieuse, *L'Iran libère Yousef Nadarkhani et d'autres chrétiens de prisons*, mars 2023.

« **Le pasteur Yousef Nadarkhani**, autrefois condamné à mort en Iran pour apostasie, est le **troisième chrétien récemment libéré de prison dans le cadre de l'amnistie annuelle du gouvernement** marquant l'anniversaire de la révolution de 1979.

Condamné à mort en 2010 pour avoir quitté l'islam, M. Nadarkhani a été libéré le 26 février, après la grâce et la libération, plus tôt dans le mois, de Hadi Rahimi et de Zaman Fadaei, ont indiqué les défenseurs de la liberté religieuse. Tout en saluant ces libérations, ils ont fait remarquer que **les personnes libérées avaient déjà purgé une grande partie de leur peine dans des affaires entachées d'irrégularités juridiques**, même selon les normes iraniennes.

« Leur pardon **ne règle guère l'injustice de la condamnation initiale et les souffrances que ces hommes et leurs familles ont endurées** », a déclaré un spécialiste de l'Iran au Middle East Concern (MEC) sous couvert d'anonymat. »

« Les grâces accordées en février s'inscrivent dans un jeu plus large de chaises musicales auquel se livre l'État iranien avec les prisonniers d'opinion, y compris les prisonniers d'opinion religieux. Le 28 janvier, les autorités ont libéré Anahita Khademi, une chrétienne convertie, **moyennant une caution de 180 millions de tomanes** (environ 4 000 dollars) pour diverses accusations, dont la diffusion de « propagande contre le système » et « perturbation de l'opinion publique ». »

Source : Article18 News, *Supreme Court agrees to retrial of Iranian-Armenian pastor serving 10-year sentence*, mars 2023.

“Iran’s Supreme Court has agreed that an ethnic Armenian pastor serving a 10-year prison sentence for holding church services in his home **should be afforded a retrial.**”

The ruling by the ninth branch of the Supreme Court, dated 25 February, was communicated to Joseph Shahbazian’s lawyer on Monday, 13 March.

In their short explanation, the judges, Ghasem Mezyani and Majid Hosseini-Nik, say that having considered his case, the maximum sentence of 10 years was “not appropriate” as both the Revolutionary and appeal courts failed to “offer any evidence” to prove he was the leader of the group.”

“**No date has yet been set for when Joseph’s retrial will be heard by an appeal court.**”

The two women converts sentenced to six years’ imprisonment in the same case, Mina Khajavi and Malihe Nazari, **were not part of the retrial bid.**”

3. Quels types de persécutions peuvent subir les chrétiens en Iran ? Un sort particulier est-il réservé aux chrétiens convertis, anciennement musulmans ?

De nombreux organismes internationaux rapportent que les communautés chrétiennes en Iran subissent de **nombreuses formes de discriminations et de persécutions** (3.1.). Les communautés ethno-religieuses, bien que reconnues dans la Constitution de 1979, font l'objet de certaines **mesures discriminatoires et sont marginalisées** (3.2.). La conversion étant interdite, les **chrétiens convertis sont sévèrement persécutés**. Ces derniers font l'objet de **condamnations de nature judiciaire** (3.3.) mais sont aussi victimes de **persécutions spécifiques** par les autorités gouvernementales (3.4.).

3.1. Reconnaissance internationale des persécutions à l'encontre des chrétiens

Les instances onusiennes ainsi que les ONG rapportent l'existence de **nombreuses discriminations et persécutions** des minorités religieuses, y compris chrétiennes. Cibles de **mauvais traitements** et victimes d'**inégalités profondes**, les **musulmans convertis au christianisme ne peuvent plus vivre librement** en République islamique d'Iran.

Source : Assemblée générale des Nations Unies, *Situation relative aux droits humains en République islamique d'Iran*, janvier 2022.

« L'Assemblée générale [...] se déclare gravement préoccupée par les [...] **cas de plus en plus nombreux de harcèlement et d'intimidation, de persécution, d'arrestation et de détention arbitraires, et d'incitation à la haine menant à la violence, qui visent les personnes appartenant à des minorités religieuses reconnues ou non, dont les chrétiens [...]**, et engage le Gouvernement [...] à **libérer toutes les personnes pratiquant une religion qui sont emprisonnées en raison de leur adhésion à un groupe religieux minoritaire reconnu ou non ou de leur participation à ses activités** ».

Source : Amnesty International, *World Report 2022/23*, mars 2023.

“Religious minorities, including Baha’is, **Christians**, Gonabadi Dervishes, Jews, Yaresan and Sunni Muslims, **suffered discrimination in law and practice**, including in access to education, employment, child adoption, political office and places of worship. Hundreds were arbitrarily detained, **unjustly prosecuted, tortured or ill-treated and/or subjected to other forms of harassment for professing or practising their faith.**”

Source : Lavie, *La persécution des chrétiens atteint des sommets depuis dix ans, selon l'ONG Portes ouvertes*, janvier 2023.

« Alors que l'Iran connaît des manifestations massives après la mort de Jina Mahsa Amini, jeune Iranienne décédée en septembre 2022 après avoir été détenue par la police des mœurs, Portes ouvertes a mis l'accent sur la **condition de vie des chrétiens** dans ce pays, **classé en 8e position de l'index** ».

Source : Fox News, *Simply being a Christian is enough to get arrested' in Iran: British government report*, octobre 2022.

“Late last month, the United Kingdom published its study detailing the **severe mistreatment of Iranian Christians, who compose between 500,000 and 800,000 people of an estimated total population of 86.7 million in 2022.** The number of Iranian Christians may exceed 1 million, based on other estimates, noted the study.”

Source : Haut-Commissariat aux droits de l’Homme, *L’Iran doit garantir les droits de la minorité chrétienne et un procès équitable pour les accusés*, 2018.

« Cela montre **une tendance inquiétante de personnes à être ciblées en raison de leur religion ou de leurs convictions**, en l’occurrence une minorité religieuse dans le pays. **Les membres de la minorité chrétienne en Iran**, en particulier **ceux qui se sont convertis à la foi, sont confrontés à une grave discrimination et à une persécution religieuse** ».

Source : Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran, *Rapport A/HRC/34/65 sur la Situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran*, 2017.

« La Rapporteuse spéciale juge également préoccupant que **les musulmans qui se sont convertis au christianisme**, [...] que les autorités et certains membres du clergé considèrent comme des adeptes de « croyances déviantes », **continuent d’être pris pour cible et de subir des mauvais traitements.** »

Source : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme, *A/HRC/WG.6/34/IRN/3 : Résumé des communications des parties prenantes concernant la République islamique d’Iran*, 2019.

« Amnesty International souligne que **les autorités imposent aux personnes de toutes confessions comme aux athées des codes de conduite fondés sur une interprétation stricte de l’islam chiite.** Le droit de changer de religion ou de renoncer à ses convictions religieuses continue d’être violé ».

Source : Article 18, *Persecution of Christians in Iran – Dr Sara Afshari*, 2019.

“In recent years, especially since 2010, **the state has expanded their harassment and discrimination against Christians into the internet, social media, radio and television, mainly against Protestant and convert Christians and house churches.** [...] **Rahpoyan institution is a good example of state sponsored media that produce and distribute hate propaganda against Christians.** [...] Since October 2010 until December 2018 **Rahpoyan produced 1818 critical views and anti-Christian items, including hate speech and incitement of discrimination and hatred against Christians** in forms of news, views, interviews, video clips, articles and so on.”

Source : Cour nationale du droit d'asile, *Décision N° 14028401*, 2017.

« Dans ces conditions, et en ce qu'elles constituent une atteinte d'une gravité extrême au droit fondamental de la liberté religieuse ci-dessus rappelé, **les sanctions encourues par tout ressortissant iranien convaincu d'apostasie doivent être regardées**, au sens des stipulations précitées de la convention de Genève susvisée, **comme des persécutions dont le motif est religieux** aussi bien que politique par l'effet du caractère théocratique de l'État iranien »

3.2. Marginalisation des communautés ethno-religieuses de confession chrétienne

Les **minorités chrétiennes religieuses traditionnelles** – orthodoxe arménienne, chaldéenne et apostolique assyrienne – ont le **droit de pratiquer leur religion en Iran, dans leur langue et en conformité avec leurs rites**. Leur statut est notamment reconnu par la Constitution (3.2.1.). Toutefois, ces minorités chrétiennes ethno-religieuses connaissent des **formes de discrimination**, certains de leurs **droits sont restreints** et ils peuvent subir des **formes de harcèlement** s'ils s'adressent à des musulmans (3.2.2.).

3.2.1. Reconnaissance du statut et des droits des communautés ethno-religieuses chrétiennes d'Iran

Source : BARRY, James, *Armenian Christians in Iran : Ethnicity, Religion, and Identity in the Islamic Republic*, 2019.

“As with the rest of the world, **in Iran discrimination against religious minorities is by no means a new issue**. Even under the last Shah, who is considered by many to have been a friend to the religious minorities, **Armenians never progressed further than the lower ranks of the military**, as suspicions about their links to Soviet Armenia were often used to exclude them. **Since the Revolution, the Islamic Republic has attempted to appease the religious minorities as much as possible, mainly due to the moral capital they bring to the defence of Iran's human rights record.** [...] While not being considered equals to the Muslim majority under Iranian law, the **Armenian community has settled for the political representation that it offers them as an acceptable compromise** that allows enough freedom to maintain their separate identity.”

“The **Armenians**, along with the **Assyrian and Chaldean Christians**, the Jews, and the Zoroastrians, are **classified by the state as the recognised religious minorities as they are afforded rights by Article 13 of the 1979 Constitution.** [...] “**Recognition does not extend to “Iranian Christians” who have converted from Islam to Christianity**, the Baha'is, Yarsanis, or the smaller Mandaean and Sikh communities.”

Source : Office français de protection des réfugiés et apatrides, *Iran : Arrestations et condamnations de chrétiens en juillet 2017*, juin 2021.

« La loi iranienne **interdisant aux ressortissants de la République islamique d'abandonner l'islam pour une autre religion**, les seuls chrétiens reconnus sont les fidèles des **Églises arménienne et assyrienne**, dont la présence dans le pays est antérieure à celle de l'islam, **et ceux en mesure de prouver que leur famille était bien de confession chrétienne avant 1979** ».

Source : ۱۳۵۸، شورای نگهبان قانون اساسی، قانون اساسی جمهوری اسلامی ایران [Conseil des gardiens de la Constitution, *La Constitution de la République islamique d'Iran*, 1979.]

Source traduction : ALHODA International Publication & Distribution, *La Constitution de la République islamique d'Iran*, 2010.

« اصل سیزدهم : ایرانیان زرتشتی، کلیمی و مسیحی تنها اقلیت‌های دینی شناخته می‌شوند که در حدود قانون در انجام مراسم « دینی خود آزادند و در احوال شخصی و تعلیمات دینی بر طبق آیین خود عمل می‌کنند »

« Treizième article : **Les Iraniens zoroastriens, juifs et chrétiens sont reconnus comme les seules minorités religieuses qui, dans les limites de la loi, sont libres d'accomplir leurs rites religieux et, quant au statut personnel et à l'éducation religieuse, agissent en conformité avec leur liturgie.** »

Source : Conseil des droits de l'homme, *Rapport national soumis conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme*, 2019.

« 69. Les articles 10, 33, 77, 97 et 110 de la Charte des droits du citoyen ont renforcé les droits des minorités religieuses, ethniques, sociales et politiques, en interdisant toute forme de propagation de la haine, en particulier à l'égard des enfants, de discrimination dans l'emploi et de discrimination dans l'accès à l'information, au monde des affaires et aux connaissances, et en mettant l'accent sur le droit à la communication interculturelle.

70. On trouvera ci-après les principales mesures adoptées : [...]

- **Ajout d'articles dans la loi des ta'zirat** [Sanctions que ne définit pas la loi et qu'un juge peut appliquer à sa discrétion] : **criminalisation des insultes proférées contre les valeurs sacrées des religions reconnues dans la Constitution, de l'extrémisme racial et religieux, qui est source de haine et de violence**, ainsi que de toute forme de financement des activités criminalisées ;
- [...] **Exercice, par les minorités religieuses reconnues, des libertés requises pour célébrer leurs rites religieux et ethniques, et respect du statut de fidèle de ces religions**⁶⁵ ;
- Affectation de **budgets spéciaux et de diverses contributions financières à certains centres et groupes de minorités religieuses**⁶⁶ ; ».

notes de bas de page 65 et 66 :

« 65 : The per-capita religious spaces of religious minorities is almost double that of Muslims. Christians have more than 250 churches throughout the country, and there is a church for every population of almost less than 500 people. Also, the Jews possess 16 synagogues and the Zoroastrians have 78 worship places.

66 : Since 2013, an amount of 115 billion Rials [2,464,268 EUR (2019) thus 2,804,768 EUR(2023)] have been allocated to provide services and facilities to minorities. In 2016, the municipality of Tehran built a sports center for Armenians, with a budget of 22 billion Rials (equivalent to 628 thousand dollars) ».

Source : ریاست جمهوری اسلامی ایران، متن کامل منشور حقوق شهروندی، ۱۳۹۵ [Président de la République islamique d'Iran, *Charte des droits du citoyen*, 2016.]

ماده ۱۰- توهین، تحقیر یا ایجاد تنفر نسبت به قومیت‌ها و پیروان ادیان و مذاهب و گروه‌های مختلف اجتماعی و ممنوع

است.

ماده ۳۳- حق شهروندان است که آزادانه و بدون تبعیض از امکان دسترسی و برقراری ارتباط و کسب اطلاعات و [...] دانش در فضای مجازی بهره‌مند شوند. این حق از جمله شامل احترام به تنوع فرهنگی، زبانی، سنت‌ها و باورهای مذهبی و مراعات موازین اخلاقی در فضای مجازی است. ایجاد هرگونه محدودیت (مانند فیلترینگ، پرازیت، کاهش سرعت یا قطعی [...] شبکه) بدون مستند قانونی صریح ممنوع است

ماده ۷۷- حق شهروندان است که آزادانه و بدون تبعیض و با رعایت قانون، شغلی را که به آن تمایل دارند انتخاب نمایند و به آن اشتغال داشته باشند. هیچ‌کس نمی‌تواند به دلایل قومیتی، مذهبی، جنسیتی و یا اختلاف‌نظر در گرایش‌های سیاسی و یا [...] اجتماعی این حق را از شهروندان سلب کند

ماده ۹۶- تنوع و تفاوت‌های فرهنگی مردم ایران به‌عنوان بخشی از میراث فرهنگی در چارچوب هویت ملی مورد احترام است.

[...] ماده ۹۷- شهروندان فارغ از تفاوت‌های قومی و مذهبی از حق ارتباطات بین فرهنگی برخوردارند

ماده ۱۱۰- هیچ‌کس حق ندارد موجب شکل‌گیری تنفرهای قومی، مذهبی و سیاسی در ذهن کودکان شود یا خشونت نسبت [...] به یک نژاد یا مذهب خاص را از طریق آموزش یا تربیت یا رسانه‌های جمعی در ذهن کودکان ایجاد کند

« Article 10 : Il est **interdit d'insulter, d'humilier ou de créer la haine envers les ethnies et les adeptes des religions et des religions et des différents groupes** sociaux et politiques. [...]

Article 33 : Les citoyens ont le droit de bénéficier **librement et sans discrimination** de la possibilité d'accéder, de communiquer et d'acquérir des informations et des connaissances dans le cyberspace. Entre autres choses, **ce droit comprend le respect** de la diversité culturelle, de la langue, **des traditions et des croyances religieuses** et l'observation des normes éthiques dans le cyberspace. **Il est interdit de créer des restrictions** (telles que le filtrage, le brouillage, le ralentissement ou les pannes de réseau) sans documentation légale explicite. [...]

Article 77 : Les citoyens ont le droit de choisir **librement et sans discrimination et dans le respect de la loi, l'emploi qu'ils désirent et d'y être employés. Nul ne peut priver les citoyens de ce droit en raison de différences** ethniques, **religieuses**, de genre ou de tendances politiques ou sociales. [...]

Article 96 : La **diversité et les différences culturelles du peuple iranien sont respectées comme faisant partie du patrimoine culturel** dans le cadre de l'identité nationale.

Article 97 : Les citoyens ont droit à la communication interculturelle **indépendamment des différences** ethniques et **religieuses**. [...]

Article 110 : **Nul n'a le droit de provoquer la formation de la haine** ethnique, **religieuse** et politique dans l'esprit des enfants ou de créer la violence contre une race ou une religion particulière par le biais de l'éducation ou des médias ».

3.2.2. Inégalités juridiques et sociales rencontrées par les communautés chrétiennes

Source : BARRY, James, *Armenian Christians in Iran : Ethnicity, Religion, and Identity in the Islamic Republic*, 2019.

“However, **Iran is constrained by the limits of its central ideology and there are only so many concessions the government can approve before violating Islamic law**, which forms the basis of the Iranian legal system and political legitimacy. This problem has been evident from the very inception of the Islamic Republic. **In forming an Islamic Republic governed by Khomeini's model of *velāyat-e faqīh* (Guardianship of the Islamic Jurists)**, the Iranian government has had to **legitimise the notion that Islam is superior to all other religions** and ideologies. [...] There has

always been opposition from Muslim Iranians to the presence of the recognised religious minorities in the Majles [Iranian Parliament], particularly from the clerical establishment. Following the enactment of the law in 1909, one deputy argued that “special representation to the religious minorities would violate the fundamentals of the sharia.” There was **pressure on the religious minorities to not provoke the Muslim clergy by sending their own representatives, and both the Armenians and the Jews opted to elect a Muslim to represent them instead.**”

Source : HOSSEINI, S. Behnaz, *Ethnic Religious Minorities in Iran*, 2023.

“The situation of Christians must be viewed in a differentiated manner. **The overwhelming majority of Christians are Armenians**, while **Chaldeans and Assyrians** just account for more than 10,000 people; around 10,000 Protestants are also likely to live in Iran. [...] **Besides this, some Iranian Muslim theologians portray Christianity in a clearly derogatory manner and provide brochures with information on how Christianity could best be overcome theologically, which leads to the social marginalization of Christians.**”

Source : BARRY, James, *Re-Ghettoization: Armenian Christian Neighborhoods in Multicultural Tehran*, 2017.

“The **rights of non-Muslims are restricted in many aspects of the civil code** with regard to **inheritance, marriage** and, until 2003, **financial compensation**. Finally, the religious concept of *najāsāt*, the impurity of non-Muslims, is **especially pervasive in religious circles**. It mostly impacts on the lives of non-Muslims as an **occasional annoyance or as an insult**, but it is also reflected in laws which require food sellers to display a sign in their shop windows indicating that **their products are handled by non-Muslims**. These changes have led to the **large-scale migration of Armenians from Iran**. **Since the 1979 Revolution**, the number of Armenians living in Iran has decreased exponentially from about **250,000** in 1979, to 35,000 in 2010, to fewer than **30,000 in 2015**. This decline has been facilitated by the **sense of exclusion that Armenians as non-Muslims** feel in a society defined as an Islamic state.

[...] For those **Armenians who have remained in Tehran**, their **response to discriminatory measures has been to retreat to Armenian spaces**. These spaces represent a desire [...] to **recreate Armenia in Tehran** and are characterized by their **discretion**: invisible from the street and notably different on the inside. [...]

The traditional physical separation of religious minorities from the majority into ghettos is no longer practiced. While the *hayashatner* [term formerly used for exclusively Armenian neighborhoods] **still have strong associations with the Armenian community**, the reality is that the populations of these districts are now largely Muslim and there are no areas where Armenians form a majority. [...] **Many of the areas that Armenians identify as hayashatner were once ghettos**, though they have undergone rapid change over the past fifty years. [...]

Nevertheless, unlike previous generations, **the Armenians of Tehran today have to maintain their identity in a situation where they are more geographically dispersed, living alongside the dominant culture of Iran**. But while they live alongside other Iranians, **they remain largely separate from them both through voluntary exclusion, encouraged by the community’s leadership, and a general feeling of separation from the Islamic Iranian society that is promoted by the government**. Because of this, Armenians have become **more reliant upon the remaining spaces** that they have which are purely their own. It is **within these spaces—schools, churches and, most importantly, community and social clubs—that Armenian identity can be practiced and reinforced.**”

3.3. Persécution de nature judiciaire subies par les chrétiens convertis

La loi islamique **interdit la conversion à toute autre religion**, ce qui est considéré comme de l'apostasie, en violation des **obligations internationales** de l'Iran (3.3.1) et de ce fait, les peines encourues par les convertis sont prononcées sur le **fondement de la « sécurité nationale »** (3.3.2.). En 2019, une réforme législative a créé le crime de « propagande contraire à l'Islam » et conduit à la **condamnation de nombreux convertis** pour ces motifs (3.3.4.). La **peine capitale peut également être prononcée** à cet effet (3.3.5.).

3.3.1. Conversion et liberté religieuse

Source : Office français de protection des réfugiés et apatrides, *Iran : Arrestations et condamnations de chrétiens en juillet 2017*, juin 2021.

« **Les Iraniens se convertissant au christianisme ne bénéficient d'aucune reconnaissance légale.** »

Source : Government of United Kingdom, *Country policy and information note : Christians and Christian converts, Iran*, septembre 2022.

“**The law does not recognize as Christian individuals who convert to Christianity.** They may not register [with the authorities, unlike recognised religious minorities] and are not entitled to the same rights as recognized members of Christian communities.”

Source : Secrétaire général des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran*, 2019.

« **La discrimination fondée sur la religion est inscrite dans la loi.** »

Source : Government of United Kingdom, *Country policy and information note : Christians and Christian converts, Iran*, septembre 2022.

“The USSD IRF Report 2021 (US Department of State, 2021 Report on International religious freedom) stated that ‘**The law prohibits Muslims from changing or renouncing their religious beliefs. The only recognized conversions are from other religions to Islam.**’”

Source : Comité des droits de l'Homme, *Observations finales du Comité en République islamique d'Iran*, 2011.

« **L'État partie [République islamique d'Iran] devrait prendre des mesures pour assurer le plein respect du droit à la liberté de religion ou de conviction**, notamment en faisant en sorte que la législation et la pratique soient entièrement conformes à l'article 18 du Pacte [international relatif aux droits civils et politiques]. **Cela suppose également que le droit de chacun de se convertir à la religion de son choix soit garanti sans réserve et sans condition.** »

Source : Assemblée générale, *Résolution – Situation relative aux droits humains en République islamique d’Iran*, janvier 2022.

« L’Assemblée générale [...] engage le Gouvernement à **libérer toutes les personnes pratiquant une religion qui sont emprisonnées en raison de leur adhésion à un groupe religieux minoritaire reconnu ou non ou de leur participation à ses activités ; [...] à veiller à ce que toute personne jouisse du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ou de conviction, droit qui implique la liberté d’avoir ou d’adopter une religion ou une conviction de son choix**, conformément aux obligations qui incombent au Gouvernement au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. »

Source : Groupe de travail sur l’Examen périodique universel, *République islamique d’Iran*, 2019.

« Les recommandations ci-après seront examinées par la République islamique d’Iran, qui y répondra en temps voulu, et au plus tard à la quarante-troisième session du Conseil des droits de l’homme : [...] **Modifier l’article 13 de la Constitution iranienne pour faire en sorte que toutes les minorités religieuses, y compris les musulmans, les chrétiens, les personnes converties au christianisme, les juifs, les non-croyants, les zoroastriens et les bahaïs dans le pays soient reconnues et puissent exercer pleinement le droit à la liberté de religion et de conviction (Pays-Bas) ; [...] Garantir la liberté de religion et de conviction des minorités, telles que les bahaïs et les personnes converties au christianisme, en adoptant des mesures concrètes pour éliminer la discrimination et renforcer la protection (Norvège) [...]. »**

Source : Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran, *Rapport - Situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran*, 2017.

« La Rapporteuse spéciale relève que **les lois réprimant l’apostasie vont clairement à l’encontre de l’obligation de l’État de protéger le droit à la liberté de religion ou de croyance.** »

3.3.2. Engagement de poursuites pénales sur le fondement de « la sûreté nationale »

Source : Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran, *Rapport - Situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran*, 2017.

« Selon le droit iranien, **les personnes, y compris les musulmans qui se sont convertis au christianisme, peuvent être poursuivies pour apostasie, même si au regard du Code pénal islamique cela ne constitue pas une infraction pénale.** »

Source : Rapporteur spécial sur la situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran, *Rapport A/HRC/49/75 sur la Situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran*, janvier 2022.

« Le Rapporteur spécial constate avec préoccupation que **les minorités religieuses continuent de faire l’objet de mesures de répression**, notamment que **les autorités ordonnent la fermeture de certains lieux de culte pour des raisons de sécurité nationale.** »

Source : Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, *L'Iran doit garantir les droits de la minorité chrétienne et un procès équitable pour les accusés*, 2018.

« Nous sommes au courant de plusieurs autres cas signalés dans lesquels **des membres de la minorité chrétienne ont été condamnés à de lourdes peines après avoir été accusés d'avoir « menacé la sécurité nationale », soit pour avoir converti des personnes, soit pour avoir fréquenté des églises de maison** », ont-ils déclaré.

Source : Organisation suisse d'aide aux réfugiés, *Iran : Menaces pesant sur les personnes converties*, 2018.

« **La conversion n'est pas explicitement définie comme un crime en Iran. Les autorités judiciaires utilisent les lois de sûreté nationale pour punir les personnes converties.** Christians in Parliament APPG et APPG for International Freedom of Religion or Belief soulignent que **les chrétiens-ne-s traduit-e-s en justice sont souvent condamnés sur la base de chefs d'accusation politiques plutôt qu'explicitement religieux.** DRC/DIS indique également que **les converti-e-s sont généralement accusés non pas d'apostasie mais de mise en danger de la sûreté nationale.** Selon cette même source, **l'accusation se fonde normalement sur la section « Lois de sûreté » du Code pénal iranien, exprimée de manière vague et souvent appliquée de manière abusive.** »

Source : Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, *Rapport - Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran*, 2017.

« Ils [les musulmans convertis au christianisme] continuent d'être **victimes d'arrestations arbitraires, de harcèlement et de détention, et sont souvent accusés de délits d'atteinte à la sécurité nationale**, notamment d'avoir « **agi contre la sécurité nationale** » ou de s'être livré à **une « propagande contre l'État** ». »

Source : Secrétaire général des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran*, 2018.

« En février 2018, des titulaires de mandats au titre des procédures spéciales ont publié une déclaration exprimant leur préoccupation face à **des peines d'emprisonnement allant de 10 à 15 ans imposées au pasteur Victor Bet Tamraz, à Amin Afshar Naderi et à Hadi Asgari, accusés notamment de se livrer à « des activités d'évangélisation » et à « des activités religieuses illégales de maison », qui, selon les autorités, constituent des actes contre la sécurité nationale.** Ils ont tous été libérés sous caution et ont fait appel de leur condamnation. **Le fils et la femme du pasteur Tamraz ont également été accusés d'avoir agi contre la sécurité nationale.** »

Source : Christian Solidarity Worldwide, Article 18, MEC - Middle East Concern, Open Doors, WEA - The World Evangelical Alliance, *Report to the Human Rights Committee on: Islamic Republic of Iran; Freedom of Religion or Belief*, août 2022.

“[T]he Iranian judiciary has used articles such as 498, 499 and 500 of the Iranian Penal Code to **prosecute minority faith adherents for their peaceful religious activities** on the basis that **such activity threatens the very existence of the Islamic Republic and thus constitutes a national security threat**. Activities such as attending a house church or being part of religious conferences are regularly considered by the Iranian authorities as criminal acts in and of themselves, acts they claim to threaten the national security of the country.”

3.3.3. Engagement de poursuites pénales sur le fondement de « la propagande contraire à l’Islam »

Source : Assemblée générale des Nations Unies, *Situation relative aux droits humains en République islamique d’Iran*, janvier 2022.

« L’Assemblée générale [...] demande à la République islamique d’Iran **d’éliminer [...] les restrictions prévues par les articles 499 bis et 500 bis du Code pénal islamique récemment promulgués** ».

Source : Christian Solidarity Worldwide, Article 18, MEC - Middle East Concern, Open Doors, WEA - The World Evangelical Alliance, *Report to the Human Rights Committee on: Islamic Republic of Iran; Freedom of Religion or Belief*, août 2022.

“In February 2021 **amendments to articles 499 and 500 were written into the Islamic Penal Code, facilitating the prosecution of members of groups**, such as house churches, **that are deemed to be acting against national security and engaging in “any deviant educational or proselytising activity”**. The relevant sentences were increased so that those convicted could be sentenced to five years in prison plus fines. Forbes noted that **“such provisions are destined to be abused against religious minorities”** and **many Christians in Iran have since been sentenced under these new provisions**. ARTICLE 19, an organisation that works to promote freedom of expression, called the amendments a **“full-on attack on religious freedom”**.”

Source : ۱۳۹۹ مجلس شورای اسلامی، قانون الحاق دو ماده به کتاب پنجم قانون مجازات اسلامی، اسفند [Assemblée consultative islamique, *loi d'ajout de deux articles au cinquième livre du Code pénal islamique*, mars 2019. Texte originel des amendements au Code pénal islamique en persan].

Article 499 bis du Code pénal islamique :

ماده ۴۹۹ مکرر- هر کس با قصد ایجاد خشونت یا تنش در جامعه و یا با علم به وقوع آن به قومیت های ایرانی یا ادیان الهی یا مذاهب اسلامی مصرح در قانون اساسی توهین نماید، چنانچه مشمول حد نباشد و منجر به خشونت یا تنش شده باشد به حبس و جزای نقدی درجه پنج یا یکی از آن دو محکوم و در غیر این صورت به حبس و جزای نقدی درجه شش یا یکی از آن دو محکوم می شود.

Article 500 bis du Code pénal islamique :

هر کس در قالب فرقه، گروه، جمعیت یا مانند آن و استفاده از شیوه های کنترل ذهن و القانات روانی در -ماده ۵۰۰ مکرر فضای واقعی یا مجازی مرتکب اقدامات زیر گردد، چنانچه رفتار وی مشمول حد نباشد، به حبس و جزای نقدی درجه پنج یا یکی از این دو مجازات و محرومیت از حقوق اجتماعی درجه پنج محکوم می گردد.

Source : Christian Solidarity Worldwide, Article 18, MEC - Middle East Concern, Open Doors, WEA - The World Evangelical Alliance, *Report to the Human Rights Committee on: Islamic Republic of Iran; Freedom of Religion or Belief*, août 2022 [Traduction non-officielle des articles 499 bis et 500 bis du Code pénal islamique].

Article 499 bis : **“Anyone who insults Iranian ethnicities or divine religions or islamic school of thoughts recognised under the Constitution, in the real or virtual sphere, with the intent to cause violence or tensions in the society or with the knowledge that such [consequences] will follow” will be subjected to harsh punishments. The prescribed punishment in cases where the outlawed conduct “leads to violence or tensions” is an imprisonment sentence of between two and five years and/or a monetary fine. If no “violence and tension” is caused, an imprisonment sentence of between six months and two years and/or a monetary fine can be imposed.”**

Article 500 bis : **“Anyone who engages in propaganda that educates in a deviant way contrary to the holy religion of Islam, through mind-control or psychological indoctrination, or making false claims, shall be sentenced to up to five years’ imprisonment, or 10 years if they received financial or organisational help from outside the country”.**

Source : Article18 et al, *2023 Annual Report: Rights violations Against Christians in Iran*, février 2023.

“The amendments signed into law in 2021 have **facilitated the persecution of Christians and other religious adherents as the interpretation of “deviant propaganda contrary to Islam” is left to the judge’s discretion.** Iranian Christians prosecuted under these “propaganda” charges are often subjected to **lengthy custodial sentences and supplementary punishments** such as fines or deprivation of various rights.”

Source : Article 18, *10-year sentence for Iranian-Armenian for ‘disturbing’ Christian teaching*, mai 2022.

“An Iranian-Armenian Christian faces 10 years in prison for teaching other Christians in his home, or what a notorious judge called “propaganda contrary to and disturbing to the holy religion of Islam” [based on article 500 bis of the Islamic penal code]. In addition to his 10-year sentence, Anooshavan also faces 10 years’ **“deprivation of social rights”** after his release, for example by **restricting the types of employment he can have. Abbas and Maryam were also handed this 10-year deprivation, as well as two-year bans on any travel abroad, membership of any political or social group,** and also of residence in their home province of Tehran or any adjacent province. [...]

All three Christians have appealed against the verdict, which was issued on 11 April at the **26th Branch of the Revolutionary Court of Tehran by Judge Iman Afshari,** who is **also the head of intelligence at the court** and who **has been building a reputation in recent years by issuing some of the harshest sentences against Christians.**

He was **also the judge in the case of Fariba Dalir, a 51-year-old Christian woman convert** who recently began a **two-year prison sentence as a result of a conviction on similar charges.** [...]

The three Christians had been summoned to **face charges of “propaganda activity against the system” and “acting against the country’s security through organisation and leadership of an Evangelical Christian house-church”**. In his sentencing, Judge Afshari found Anooshavan guilty of **“establishing and leading an illegal group with the aim of disrupting the security of the country through educational and propaganda activities contrary to and disturbing to the holy religion of Islam, through the dissemination of false claims ... as well as contact with foreign countries, or organisational guidance from abroad”**. This wording is taken **predominantly from the amended Article 500 of the penal code**, under which several other Christians have already been convicted for their religious activities since the amendments were passed early last year.”

Source : Article18, *Converts cleared of any crime must now attend ‘re-education’ classes*, février 2022.

“A group of Christian converts cleared of any wrongdoing in November are now being forced to undertake “re-education” classes in the Islamic faith. Despite this, the Christians must now endure **10 compulsory sessions with Islamic clerics, who will attempt to revert them to Islam** in what is a clear breach of their rights under the international covenants to which Iran is a signatory.”

3.3.4. Accès à la justice

Source : Secrétaire général, *Situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran*, 2019.

« **Les minorités religieuses non reconnues n’ont pas le droit à un traitement égal dans l’application du qisas** [litt. « châtiment en nature »] **ou de la diya** [compensation financière versée à la victime ou aux héritiers d'une victime en cas de meurtre, de lésions corporelles ou de dommages matériels par erreur], **et une personne non musulmane ne peut pas témoigner contre une personne musulmane** devant les tribunaux. »

Source : Organisation suisse d’aide aux réfugiés, *Iran : Menaces pesant sur les personnes converties*, 2018.

« [...] Le rapport de Christians in Parliament APPG et APPG for International Freedom of Religion or Belief 2015 indique que, **pour la plupart des chrétien-ne-s, le droit à une procédure conforme à l’Etat de droit n’est pas respecté.** Ainsi, **de nombreuses personnes sont maintenues en détention pendant des semaines ou des mois sans inculpation formelle ni accès à une assistance juridique.** Selon cette même source, **leurs déclarations seraient considérées comme irrecevables par le tribunal.** NOAS et al. indique qu’**il peut s’écouler beaucoup de temps avant que les personnes détenues soient informées des accusations dont elles font l’objet et qu’elles bénéficient d’une procédure légale régulière.** [...] Selon les témoignages recueillis par NOAS et al., **les converti-e-s se voient rarement attribuer un avocat. Souvent, l’avocat-e n’a par ailleurs pas accès à la documentation nécessaire.** »

Source : Article18 et al, *2023 Annual Report: Rights violations Against Christians in Iran*, février 2023.

“**Judges** and particular branches of a Revolutionary Court **are carefully selected to ensure Christians will be tried harshly**, as exemplified in 2022 with the **repeated choice of Branch 26 of the Revolutionary Court of Tehran, headed by Judge Iman Afshari**. According to IranWire, “Judge Afshari is very interested in meting out ‘supplementary punishments’ to those he convicts... These **extra penalties [have] included such things as a ban on the use of smart electronic devices, travel bans, and internal exile.**” The sentences he has handed down to Christians concur with this assessment. In court, Judge Afshari has behaved **insultingly towards Christians, ridiculing their faith, and has pressured converts to recant, promising lesser sentences and threatening harsher sentences if they refuse to comply.** He has also **intimidated lawyers defending Christians** in court.”

Source : Haut-Commissariat aux droits de l’Homme, *L’Iran doit garantir les droits de la minorité chrétienne et un procès équitable pour les accusés*, 2018.

« Les experts de l’ONU ont souligné qu’il était « d’une importance primordiale » pour le gouvernement iranien de respecter ses obligations en vertu du droit international des droits de l’homme. « **Les autorités doivent garantir des procès équitables pour tous, y compris les minorités religieuses du pays** », ont-ils déclaré. »

Source : Christian Solidarity Worldwide, *Christians stand trial under new amendment to the Iranian Penal Code*, juin 2021.

“**The trial** of the three men took place at 9am local time at the 4th Chamber of the Revolutionary Court of Karaj and **lasted for less than hour. The presiding judge, Mehdi Zeinali, prevented the defendants’ lawyer from attending the trial, claiming that he had not been registered as their lawyer.**

Source : Amnesty International, *Trampling Humanity : mass arrests, disappearances and torture since Iran’s november 2019 protests*, 2020.

“Human rights defenders and lawyers in Iran have repeatedly expressed concerns that **people appointed to Revolutionary Courts as judges are selected primarily based on their political opinions, religious beliefs and affiliation with intelligence and security bodies and not on the basis of their legal expertise and integrity.** They often **have no formal qualifications in law or legal training and experience.**”

3.3.5. Peine capitale et conversion

Source : Government of United Kingdom, *Country policy and information note : Christians and Christian converts, Iran*, septembre 2022.

“Sharia as interpreted by the government **considers conversion from Islam apostasy, a crime punishable by death**. Under the law, a child born to a Muslim father is Muslim.”

Source : Comité des droits de l’Homme, *Observations finales du Comité en République islamique d’Iran*, 2011.

« Il [le Comité] note également avec inquiétude que **des musulmans qui se sont convertis à une autre religion ont été arrêtés et que l’article 225 du projet de code pénal rendrait la peine de mort obligatoire pour les hommes reconnus coupables d’apostasie (art. 18)**. »

Source : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme, *Résumé des communications des parties prenantes concernant la République islamique d’Iran*, 2019.

« Les auteurs de la communication conjointe no 8 (JS8) indiquent que **le droit pénal iranien prévoit environ 200 actes punis de la peine capitale. Ils font observer que bon nombre de ces actes ne relèvent pas des « crimes les plus graves ». Il s’agit [...] d’actes à caractère religieux, notamment l’apostasie et le blasphème**. [...] L’organisation ADF International fait observer que **l’apostasie, le prosélytisme et les tentatives de conversion de musulmans par des non-musulmans sont punis de la peine de mort** ».

Source : ONU Info, *Iran : des experts de l’ONU s’alarment de l’escalade des persécutions religieuses*, août 2022.

« Les experts [de l’ONU] ont à plusieurs reprises exprimé leur inquiétude quant à la **criminalisation du blasphème** par le Code pénal iranien, qui prévoit des **peines sévères, y compris la prison à vie et la peine capitale**, contraires au droit international relatif aux droits humains. »

Source : ۱۳۹۲، قانون مجازات اسلامی، شورای نگهبان قانون اساسی [Conseil des gardiens de la Constitution, Code pénal islamique, 2013.]

« فصل پنجم- سبّ نبی

ماده ۲۶۲- هر کس پیامبر اعظم صلی الله علیه و آله وسلم و یا هر یک از انبیا عظام الهی را دشنام دهد یا قذف کند سبّ النبوی است و به اعدام محکوم می‌شود.

تبصره- قذف هر یک از ائمه معصومین علیهم السلام و یا حضرت فاطمه زهرا سلام الله علیها یا دشنام به ایشان در حکم سبّ نبی است.

« Cinquième chapitre - sabb al-nabi [insulte au prophète Mohammed]

Article 262 : Quiconque insulte ou blasphème le grand Prophète, que Dieu le bénisse et lui accorde la paix, ou l’un des nobles prophètes de Dieu, est un sous-prophète et sera condamné à mort.

Remarque : Calomnier l'un des [Quatorzes Très-Purs, dont les Douze] imams, que la paix soit sur eux, ou Hazrat Fatima Zahra [fille du prophète], que la paix soit sur elle, ou les maudire est considéré comme commettre le crime de sabb al-nabi. »

Source : Cour nationale du droit d'asile, *Décision N° 14028401*, 2017.

« [...] si la liberté de pensée, de conscience et de religion est un droit fondamental de portée universelle [...], **le fait pour un ressortissant iranien de confession musulmane de se convertir à une autre religion est regardé comme constitutif d'un crime d'apostasie, pour lequel est encourue la peine capitale.**

[...] si le crime d'apostasie n'est pas spécifiquement visé par les dispositions du code pénal, et ce malgré l'adoption en 2008 par le parlement iranien et le Conseil des gardiens de la Constitution d'un projet de loi visant à insérer dans le code pénal des dispositions permettant de punir l'apostasie par la peine capitale et donner aux juridictions iraniennes une compétence extra territoriale pour juger de ce crime, **les magistrats iraniens se réfèrent aux lois coraniques ou aux principes généraux tirés de ces lois coraniques**, pour procéder à des condamnations pénales, **incluant la peine capitale en cas d'apostasie** telle qu'elle est juridiquement qualifiée du fait d'une lecture combinée des dispositions de **l'article 220 du nouveau code pénal** et de **l'article 167 de la [C]onstitution**, habilitant les magistrats iraniens à appliquer directement les principes de la Charia lorsque le code pénal est lacunaire. ».

Source : شورای نگهبان قانون اساسی، قانون اساسی جمهوری اسلامی ایران : [Conseil des gardiens de la Constitution, *La Constitution de la République islamique d'Iran*, 1979.]

Source traduction : ALHODA International Publication & Distribution, *La Constitution de la République islamique d'Iran*, 2010.

اصلیکصد و شصت و هفتم : موظف است کوشش کند حکم هر دعوا را در قوانین مدونه بیابد و اگر نیابد به منابع معتبر اسلامی یا فتاوی معتبر، حکم قضیه را صادر نماید و نمیتواند بهبهانه سکوت یا نقص یا اجمال یا تعارض قوانین مدونه از رسیدگی به دعوا و صدور حکم امتناع ورزد.

« Cent soixante-septième article : Le juge a le **devoir de s'efforcer à trouver le jugement relatif à chaque litige dans les lois codifiées**, et **s'il ne le trouve pas, de rendre le jugement de l'affaire en s'appuyant sur les sources valides islamiques ou les avis (Fatawi) valides** (des autorités religieuses); **il ne peut, sous prétexte du silence, des lacunes, du caractère succinct ou contradictoire des lois codifiées, refuser d'examiner le litige et de rendre le jugement** ».

Source : شورای نگهبان قانون اساسی، قانون مجازات اسلامی، [Conseil des gardiens de la Constitution, *Code pénal islamique*, 2013.]

ماده ۲۱۹- دادگاه نمی‌تواند کیفیت، نوع و میزان حدود شرعی را تغییر یا مجازات را تقلیل دهد یا تبدیل یا ساقط نماید. این مجازات‌ها تنها از طریق توبه و عفو به کیفیت مقرر در این قانون قابل سقوط، تقلیل یا تبدیل است.

ماده ۲۲۰- در مورد حدودی که در این قانون ذکر نشده است طبق اصل یکصد و شصت و هفتم (۱۶۷) قانون اساسی جمهوری اسلامی ایران عمل می‌شود.

« Article 219 : Le tribunal **ne peut modifier la qualité, le type et le montant des restrictions de la charia ni réduire, convertir ou annuler la peine. Ces châtiments ne peuvent être réduits ou convertis à la qualité prescrite dans cette loi que par la repentance et le pardon.**

Article 220 : En ce qui concerne les **limites qui ne sont pas mentionnées dans la présente loi**, elle est **mise en œuvre conformément au cent soixante-septième article (167)** de la Constitution de

la République islamique d'Iran ».

3.4. Persécutions des chrétiens convertis par les autorités gouvernementales

Les autorités gouvernementales **interdisent aux convertis de posséder des biens chrétiens et de célébrer les offices en langue persane** (3.4.1.). Les convertis font également l'objet d'une **surveillance**, à la fois dans la sphère physique mais également virtuelle (3.4.2.) et ceux-ci ne peuvent **pas accéder à certains emplois ou à certaines formes d'éducation** (3.4.3.). Les **interventions dans les églises de maisons** sont courantes (3.4.4.) et les convertis sont la cible d'**arrestations arbitraires** (3.4.5.). Si ceux-ci sont incarcérés, ils font l'objet de **torture physique et psychologique, de mauvais traitements et parfois de simulacres d'exécution** (3.4.6.). Toutes ces persécutions entraînent des répercussions graves sur leur entourage, les conduisant parfois à **l'isolement**, à être **marginalisés** ou à **fuir** leur pays (3.4.7.).

3.4.1. Interdiction de posséder des biens chrétiens et de célébrer les offices en langue persane

Source : Open Doors, *Iran : Full Country Dossier*, janvier 2023.

“For all types of Christianity, **it can be dangerous to possess Christian materials in Farsi** (Persian) – especially in significant quantities – as **this would suggest they are for distribution to Muslim background Iranians**. Christians from **Historical Christian communities** are **allowed to possess Christian materials in their own language** (Armenian or Assyrian).”

“Due to the high surveillance of all media, **accessing Christian materials comes at a risk**. **The authorities monitor Christian broadcasts and internet presence and use them to discover and track converts.**”

Source : Amnesty International, *Trampling Humanity : mass arrests, disappearances and torture since Iran's november 2019 protests*, 2020.

“Courts also meted out unusual punishments to some individuals convicted in relation to the protests, often in addition to prison and flogging sentences. **These included [...] studying and transcribing by hand the full text of religious books and then responding to questions to assess their familiarity with the content;**”

Source : Mohabat News, *A bookseller from Iran was arrested on charges of selling 'Bible'*, 2019.

“**Mustafa Rahimi, the son of Ali, was sentenced to six months and one day of imprisonment** by 101st Branch of the Bukan Public Revolutionary Court. Sources close to the family of the citizen confirmed **his arrest on charges of selling the Bible**. [...] The government severely oppresses and violates the rights of religious minorities, **especially Persian-speaking Christians**. As a result, for them, **there is no other way than to seek asylum in other countries.**”

Source : Comité des droits de l'Homme, *Observations finales du Comité CCPR/C/IRN/CO/329*, 2011.

« Le Comité est préoccupé par **la discrimination exercée à l'égard des personnes appartenant à la minorité chrétienne, notamment les arrestations pour prosélytisme et l'interdiction de célébrer les offices chrétiens en farsi [persan].** »

Source : Middle East Institute, *Authorities in Iran Intensify Crackdown on Christian Converts*, 2017,

“The government has prohibited the publication of the Bible in Persian language and local authorities have at times banned religious ceremonies at churches.”

Source : DW News, *What it's like to be a Christian in Iran*, 2016.

“Armenian and Chaldean churches are allowed to hold services, as long as they are not conducted in Persian, and they are observed by the police. Distributing Christian literature in Farsi is strictly forbidden, in order to prevent evangelization.”

3.4.2. Surveillance dans la sphère physique et virtuelle

Source : Portes Ouvertes, *En Iran, chasse à l'homme contre les chrétiens convertis*, 2020.

« **Ces chrétiens [convertis] sont surveillés étroitement dans tous les domaines de leur vie quotidienne par le ministère du renseignement et de la sécurité nationale (VEVAK) et par les gardiens de la révolution.** »

Source : Assemblée générale, *Résolution – Situation relative aux droits humains en République islamique d'Iran*, janvier 2022.

« L'Assemblée générale [...] engage le Gouvernement à **cesser de surveiller les personnes en raison de leur identité religieuse** [...]. »

Source : Open Doors, *Iran : Full country dossier*, janvier 2023.

“Security services in Iran monitor social media for Christian-related texts and record such posts as evidence prior to an arrest. Christians have been confronted with private messages and posts during interrogation. Although this mostly concerns converts, there is also a risk for other types of Christians, since **sharing Christian messages can be interpreted as acts of proselytization, especially when written in Persian.** Particularly **Christians from a convert background meeting with other convert Christians or other Christians risk being discovered.** It is also **risky for foreign Christians to meet with local Christians, especially converts, as security services monitor all movements of foreigners in Iran.** Christians having contacts with foreign Christians are seen as a security threat.”

Source : Article18, *2021 Annual Report : Rights Violations Against Christians in Iran*, 2022.

The Supreme Leader and the Friday prayer leaders who act as his mouthpiece made numerous references throughout the year to the so-called “cyber army” acting at his behest to “protect” Iran from perceived threats at home and abroad. Over the space of two weeks in January and February, Ministry of Intelligence agents summoned 11 Christian couples from the city of Fardis to sign commitments to refrain from meeting together, whether in person or online. This was the first known instance of Christians being banned from online meetings, culminating in three of the Christians also becoming the first to be charged under the newly amended Article 500 and sentenced to five years each in prison, later reduced to three years on appeal.”

Source : Iran International Newsroom, *New Law In Iran To Criminalize Critical Public*, janvier 2023.

The website of the Iranian parliament has restricted access to this part of the law [articles 499 bis and 500 bis of the Islamic Penal Code] based on users IP to bar foreigners and Iranians living abroad from accessing it or possibly telling the rest of the world about what Iran is doing to restrict civil liberties. The error message says: "Access denied --The request has been blocked from your IP at your location! This is due to some security settings of the website."

Source : Office français de protection des réfugiés et apatrides, *Iran : Arrestations et condamnations de chrétiens en juillet 2017*, juin 2021.

« Les services de sécurité peuvent recourir à une **vaste gamme de moyens de surveillance des télécommunications et des échanges électroniques**, certains mots-clés (« Eglise », « Jésus », « chrétiens ») pouvant alerter le système de veille. L’auteur de la recherche est alors susceptible de recevoir le message suivant : « Vous vous mêlez de quelque chose donc vous ne devriez pas vous mêler ». Le rapport assure que certaines personnes ont été suivies dans la rue.

[...] **Le domicile des chrétiens arrêtés, voire celui de leurs proches, ont été fouillés, ce qui a donné lieu à d’autres saisies de livres, d’ordinateurs et de téléphones satellitaires.** Les autorités ont accusé ce « vaste réseau » de chrétiens d’être des « religieux pervers », des « missionnaires et des propagandistes du christianisme » qui, non contents de se livrer à des actions de prosélytisme, ont essayé de « perturber l’opinion publique et de distraire les jeunes gens sur internet. »

3.4.3. Restrictions de l’accès à l’emploi ou à l’éducation

Source : Secrétaire général des Nations Unies, *Situation des droits de l’homme en République islamique d’Iran*, 2019.

« Les minorités ethniques et religieuses continuent apparemment de faire l’objet de discrimination en droit et en pratique. Selon des informations reçues par le HCDH, **les membres des minorités, notamment les personnes converties au christianisme**, les Arabes et les musulmans sunnites, **souffrent de discrimination, en particulier dans l’emploi et l’éducation.** »

Source : Government of United Kingdom, *Country policy and information note : Christians and Christian converts, Iran*, septembre 2022.

“Article 18 reports that in June 2020, **seven Christian converts in Bushehr** were convicted of “propaganda against the state” and **received sentences that included employment restrictions : one was banned for life from working at any national institution while others were banned from working in their profession for the length of their exile sentence.**

The IHRDC report noted that **Christian converts : ‘... have been subjected to systematic employment discrimination in the public and private sectors.** Iranian citizens are usually required to declare their religion in employment documents and to attend congregational prayers. **A number of Christian converts have lost their jobs or could not be employed due to these conditions.** In many government jobs, including in the armed forces, having belief in Islam and practical commitment to Velayat-e Faqih are essential requirements for employment. As the result, **religious minorities, such as Christian converts, cannot be recruited by the armed forces.”**

Source : Organisation suisse d’aide aux réfugiés, *Iran : Menaces pesant sur les personnes converties*, 2018.

« Selon diverses sources, **les converti-e-s perdent souvent leur emploi après leur arrestation sans qu'aucune raison ne leur soit indiquée. Les ancien-ne-s détenu-e-s sont confrontés à de grandes difficultés pour obtenir les documents ou permis nécessaires**, par exemple pour ouvrir leur propre entreprise. Pour ces personnes, **il est donc « extrêmement difficile de survivre ».**

Source : Open Doors, Article 18, CSW et Middle East Concern, *Annual Report – Violations against Christians in Iran*, 2020.

“In 2019 **some children of Christian converts who refused to attend Islamic classes were denied the necessary certification to proceed with their education**, violating Article 18.4 of the ICCPR, which upholds “the liberty of parents ... to ensure the religious and moral education of their children in conformity with their own convictions”.”

Source : Groupe de travail sur l’Examen périodique universel, *République islamique d’Iran*, 2019.

« Les recommandations ci-après seront examinées par la République islamique d’Iran, qui y répondra en temps voulu, et au plus tard à la quarante-troisième session du Conseil des droits de l’homme : [...] **Abolir les lois, règlements et politiques qui établissent une discrimination fondée sur la religion ou la conviction dans les domaines de l’emploi, de l’éducation et de la participation à la vie publique (Macédoine du Nord) [...].** »

Source : Assemblée générale, *Résolution – Situation relative aux droits humains en République islamique d’Iran*, janvier 2022.

« L’Assemblée générale [...] demande à la République islamique d’Iran **d’éliminer, [...] les restrictions économiques telles que la fermeture, la destruction ou la confiscation d’entreprises et de biens, la révocation des licences et le refus d’embauche dans certains**

secteurs publics et privés, [...], le déni d'accès à l'éducation et les restrictions frappant cet accès, [...] ainsi que d'autres violations des droits humains contre des personnes appartenant à des minorités religieuses reconnues ou non [...]. »

3.4.4. Interventions dans les églises de maison

Source : Landinfo, *Iran: Christian converts and house churches (1) – prevalence and conditions for religious practice*, 2017.

“The increased pressure against churches that accepted and baptised Muslims, particularly after 2005, led to a major expansion of the house church phenomena. A house church is established when converts gather in private homes to get education in Christianity, read the Bible, pray and sing together and watch sermons on TV programmes in Persian via Christian satellite channels from abroad. As mentioned, YouTube and Skype are also used for preaching and teaching. Members of house churches also obtain religious materials from media such as Telegram, Instagram and WhatsApp.”

Source : Organisation suisse d'aide aux réfugiés, *Iran : Menaces pesant sur les personnes converties*, 2018.

« Les églises de maison sont considérées comme illégales parce qu'elles ne se voient pas accorder les autorisations nécessaires ou qu'elles constituent un groupe susceptible de perturber la sûreté nationale. [...] Les personnes converties sont arrêtées lors de rafles dans des églises de maison, à leur domicile ou en d'autres lieux encore. »

Source : Article18, *2021 Annual Report : Rights Violations Against Christians in Iran*, 2022.

“One of the most striking trends in 2021 was **the increased involvement of the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) in the crackdown on Persian-speaking Christians. The IRGC was responsible for 12 of the 38 documented incidents of arrests of Christians or raids on their homes or house-churches in 2021.** The trend was set at the start of the year when an IRGC news agency boasted of “dismantling” a “network” of Christians in several provinces. A second trend observed in 2021 was a new focus from the authorities on the online sphere.

Source : Info Chrétienne, *Iran : Un chrétien condamné à 10 ans de prison pour avoir fondé une église de maison*, mai 2022.

« [L]a branche 26 du tribunal révolutionnaire de Téhéran a condamné Anooshavan Avedian, âgé de 60 ans, à 10 ans d'emprisonnement pour avoir “organisé et dirigé une église de maison évangélique ‘sioniste’ avec l'intention d'agir contre la sécurité nationale”, le 11 avril dernier. En plus de cette peine d'emprisonnement, il risque 10 ans de “privation des droits sociaux” après sa libération. Deux autres personnes converties au christianisme et membres de cette église de maison, Abbas Soori et Maryam Mohammadi, ont été condamnées à payer une amende de 50 millions de tomans (environ 1900 euros). Ils ont également interdiction

d'adhérer à des groupes politiques et sociaux pendant 10 ans. Les deux chrétiens n'ont, en outre, **plus l'autorisation de résider à Téhéran ou dans toute province adjacente et devront se présenter régulièrement aux bureaux du ministère du Renseignement.** L'organisation britannique Article 18, qui promeut la liberté religieuse en Iran, indique qu'**ils ont tous les trois été arrêtés en août 2020 lorsque des agents du renseignement ont fait une descente dans une réunion de l'église de maison** au domicile d'Anooshavan Avedian à Narmak, dans le nord-est de Téhéran ».

3.4.5. Arrestations arbitraires

Source : Organisation suisse d'aide aux réfugiés, *Iran : Menaces pesant sur les personnes converties*, 2018.

« L'ancienne Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Iran, Asma Jahangir, a souligné dans son rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en mars 2017 que **les autorités iraniennes et le clergé s'en prennent de manière ciblée aux musulman-e-s converti-e-s au christianisme en usant de mesures strictes et au travers d'arrestations arbitraires** ».

Source : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *Résumé des communications des parties prenantes concernant la République islamique d'Iran*, 2019.

« **En effet, les musulmans qui se convertissent à une autre religion ou les personnes qui professent l'athéisme risquent la détention arbitraire, la torture et la peine de mort.** Des membres de minorités religieuses, dont des baha'is, **des chrétiens**, des derviches de la confrérie Nematollahi-Gonabadi, des yaresans (Ahl-e Haqq) et des musulmans chiïtes convertis à l'islam sunnite, **ont été harcelés, arrêtés arbitrairement et condamnés à des peines de prison pour leur seule pratique religieuse.** À cet égard, **les auteurs de la communication conjointe no 6 (JS6) recommandent de mettre fin à la campagne d'arrestations, à la formulation d'accusations excessives et à l'application de peines punitives et injustifiées aux chrétiens qui pratiquent leur foi de manière pacifique.** »

Source : Government of United Kingdom, *Country policy and information note : Christians and Christian converts, Iran*, septembre 2022.

« In its annual report on Iran 2020/21, Amnesty International noted that : **'Members of religious minorities, including... Christians... and converts from Shi'a Islam to Sunni Islam or Christianity faced... arbitrary arrest and imprisonment, torture and other ill-treatment for practising their faith.'** »

Source : Amnesty International, *World Report 2022/23*, mars 2023.

“Authorities raided house churches and subjected Christian converts to arbitrary arrest, confiscation of personal property, prosecution on national security charges, and punishments such as imprisonment, fines and internal “exile”.”

3.4.6. Incarcération, torture physique et psychologique, mauvais traitements et simulacres d'exécution

Source : Secrétaire général des Nations Unies, *Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran*, 2019.

« [...] **Des cas de torture, de détention arbitraire et de procès non conformes aux normes internationales ont continué d'être signalés**, ainsi qu'une discrimination persistante à l'égard des femmes et des membres des minorités ethniques et religieuses. »

Source : HOSSEINI S. Behnaz, *Ethnic Religious Minorities in Iran*, 2023.

“A controversial topic is the conversion of Iranian Muslims to (Western) Christian denominations, which Muslim fundamentalist circles regard as apostasy, which sometimes results in long-term prison sentences for converts or occasionally even in murder. [...] On the part of the state authorities, preachers and pastors experience massive restrictions and even persecution.”

Source : Government of United Kingdom, *Country policy and information note : Christians and Christian converts, Iran*, septembre 2022.

« With regards to the treatment of Christian converts in detention, in a joint annual report, Article 18 and others noted that : **‘Interrogation after arrest is often abusive, with Christians often being detained in solitary confinement in security offices maintained by the MOIS [Ministry of Intelligence and Security] or Revolutionary Guard Corps. Emotional and psychological abuse during interrogation are commonly reported, while sexual harassment and physical assaults, though less common, have also been reported.** »

Source : Info Chrétienne, *Chrétiens persécutés en Iran : « Se convertir au christianisme ou à toute autre religion est vraiment un acte héroïque »*, février 2022.

« Shadi raconte que lorsqu'elle a été arrêtée, les agents du ministère du renseignement lui ont affirmé que son « crime » [sa conversion au christianisme] était « encore pire qu'un meurtre ». Au cours de plusieurs interrogatoires, **la jeune femme révèle avoir été « menacée de torture » tandis qu'elle entendait les cris « des femmes dans les pièces voisines » qui étaient « battues et torturées ».**

Source : Info Chrétienne, *Iran : Un chrétien condamné à 10 ans de prison pour avoir fondé une église de maison*, mai 2022.

« [...] Emprisonnés à Téhéran, **ils auraient été soumis à des tortures psychologiques lors de multiples interrogatoires** avant d'être libérés sous caution le 23 septembre dernier dans l'attente de leur procès ».

Source : The Christians in Parliament et al, *Belief joint report on The Persecution of Christians in Iran*, 2015.

“Interrogations of Christian detainees or prisoners are **most often perpetrated by agents of the MOIS [Ministry of Intelligence and Security]. Detainees often endure sessions of interrogation that last many hours**, and face **regular sessions across many days or weeks**, in between which they are **generally held in solitary confinement**.”

The interrogations were **between 12 at night to 5 in the morning to pressurise them mentally and psychologically**”. Faraz Dolatkah, Westminster hearing, 2 December 2014 [...] The methods of interrogations in jail have become harsher. In several cases, Christians were **seriously physically and mentally abused**, including **threats of execution**.

They took me to the central intelligence office in our city. Then they started **beating me up again**. I don't know how long it took; maybe 10 to 15 minutes. My lips were split. My mouth was full of blood... He pushed me off the chair, and then **put his hand on my throat as if he was choking me**. The main question was, ‘**Where do you get the New Testaments from ?**’ ”

Source : Mvoices in Iran, *White Torture, a Story about the Suffering and Resistance of the Iranian Christians*, 2021.

“**White torture is a psychological torture technique**, in which inmates are held in **solitary confinement for very long periods of time**. It is **intended to produce complete sensory deprivation and isolation in the victim**. Many Iranian prisoners of conscience, including **Christians**, Bahais, journalists, women and civil rights activists, have been the victims of white torture at the hands of the Islamic Republic. One of the **main goals of this torture is to infiltrate the identity of the victim and influence his or her personality in the long run**.”

But it seems that **mental health and psychological problems have more negative impacts on their lives than physical ones**. Many of the interviewed **victims complained of anxiety disorders, phobia or persistent and extreme fears, frustration, depressive episodes**, and sometimes even **paranoia or skepticism**.

One of the **most common disorders** among the victims of white torture is **sleep disturbance**. In addition to **insomnia**, many of them have **constant nightmares**, in which **the victim recalls the traumatic events and experiences them over and over again**. These evoked memories result in **frequent or constant restlessness and stress**. [...] Insulting and offending the victim's religious beliefs, **making false accusations against the victim**, such as **affiliation with hostile states**, and **threatening the victim with a death sentence for apostasy are common types of pressure applied to Christian prisoners**. In many cases, using **deception, inducement or threat to force the prisoner to deny and renounce his or her Christian faith** or to **make false statements**

against other active Christians and their religious leaders, generates a deep sense of shame and disgrace, which may still cause emotional distress many years after the torture has ended. Indeed, other deprivations must be considered, such as **lack of access or limited access to proper sanitation and hygiene facilities, insufficient sleep or food,** and incommunicado detention [situation of detention in which an individual is denied access to family members, an attorney, or an independent physician]. **Sometimes the interrogator intentionally leaves the prisoner alone in solitary confinement for several days and prevents the prisoner from contacting others.** It has been **frequently heard in interviews: “After a few days, we just prayed that the interrogator would come and take us for interrogation so that we could talk to at least one person...”**

But different personality traits, beliefs and moods of the interrogators will also play an important role in the torture process. **Sometimes an interrogator clumsily pushes to the point where the prisoner will be encouraged to resist more.** For example, **when a mock execution** [stratagem in which a victim is deliberately but falsely made to feel that their execution or that of another person is imminent or is taking place] **is arranged, the prisoner will face death, after which the fear of death that is used as a weapon in the hands of the interrogator against the prisoner will be neutralized.** The **outcome depends on the psychological readiness and resistance of the prisoner to face mental torture.”**

Source : Article18, *Evin videos show ‘institutionalised’ abuse in Iran’s prison*, août 2021.

“A series of **leaked video clips have highlighted the shocking abuse of detainees** inside **Tehran’s Evin Prison**, where over a **dozen Christian converts are among hundreds of prisoners of conscience.** In one clip, a **detainee is beaten by prison guards, while in another an elderly prisoner is dragged across the floor and up some stairs, after a cleric casually steps over him.** Dr Mahmood Amiry-Moghaddam, director of Norway-based NGO Iran Human Rights, told Article18: [...] “The most horrible part is that we see that the **brutality and humiliation of prisoners is institutionalised,** and one can only imagine how prisoners are treated in the interrogation room, when **they want to force prisoners to confess.”** [...] Mr Ahmadiniaz added that “political and security prisoners”, **including members of ethnic and religious minorities such as Bahai’s and Christians converts,** are the “**main victims of this dire situation”.**”

Source : Iran International Newsroom, *Christian convert assaulted and psychologically tortured in prison*, 2020.

“Mary (formerly Fatemeh) Mohammadi, a former religious prisoner who was once again **arrested and battered during the January protests in Iran,** is still in prison and has been **psychologically tortured** by the security forces. Mary Mohammadi is a **Christian convert** who was first arrested in 2018 for six months. She was again arrested for participating in a gathering in protest to shooting down the Ukrainian plane by the Islamic Revolutionary Guard Corps. She was **severely battered when being arrested, to a point that the marks were visible on her body three weeks after her arrest.** According to HRANA [Human Rights Activists News Agency], **the security forces put her through unconventional body search twice and forced her to take off all her clothes and do sit-ups several times in front of female agents.** She was told that **if she doesn’t take her clothes off voluntarily things would become much worse for her.** While taking her to prison

from jail, **the agents cross-handcuffed Mary and another female prisoner together and would push them forward.** For several days after her arrest, her family was unaware of her whereabouts and it was only after Mary's indictment that they were informed.”

Source : Organisation suisse d'aide aux réfugiés, *Iran : Menaces pesant sur les personnes converties*, 2018.

« [...] **Les converti-e-s sont libérés et leur poursuite retirée s'ils acceptent d'agir en tant qu'informateurs pour les autorités.** Selon cette même source, **il est également d'usage que les personnes converties soient tenues de signer une attestation dans laquelle elles déclarent renier leur foi ou promettent de ne plus visiter d'églises de maison, de couper tout contact ou de renoncer à tout autre activité chrétienne.**

Source : Organisation suisse d'aide aux réfugiés, *Iran : Menaces pesant sur les personnes converties*, 2018.

« Dans certains cas, **les personnes doivent en outre vendre leur maison et leur propriété, afin de payer la caution pour la libération** ».

3.4.7. Répercussions négatives des discriminations envers un chrétien sur son entourage

Source : Organisation suisse d'aide aux réfugiés, *Iran : Menaces pesant sur les personnes converties*, 2018.

« **Les personnes musulmanes converties au christianisme sont confrontées à des pressions sociales et au rejet de la part de l'entourage familial ou des membres de la communauté.** »

Source : Tribune juive, *Menacé de peine de mort après sa conversion, le combat d'un couple chrétien iranien pour obtenir le droit d'asile*, novembre 2022.

« **Le beau-père menace de les dénoncer à la police des mœurs, et exige de sa fille, enceinte de trois mois, d'avorter.** « Un bébé qui vient d'un chrétien dans notre pays, c'est vu comme un fruit de l'adultère », explique Ata. »

Source : Mvoices in Iran, *White Torture, a Story about the Suffering and Resistance of the Iranian Christians*, 2021.

“The reaction of some victims [of psychological torture] is **to distance themselves from individuals, communities or activities that might remind them of distressing events that occurred in the past.** Sometimes **this reaction is accompanied by distrust and suspiciousness of others or frustration with life,** all of which **disrupts their social and professional lives.** The **psychological trauma caused by detention and white torture is often long-lasting and far-reaching and greatly affects the family and the social, religious, and professional relationships**

of the victims. Therefore, its psychological consequences will have a **negative impact on the victims and on their families and communities.**”

Source : Open Doors, *Iran : Full country dossier*, janvier 2023.

“Many church leaders and ordinary church members have been imprisoned for long periods and this frequently has a **negative impact on their families.** Some **children are severely traumatized** by the absence of their father or mother. Sometimes imprisonment has led to divorce as (non-Christian) spouses were unable to stand the pressure. Such cases cause associated **emotional pain for the family.**”

Source : The Christians in Parliament et al, *Belief joint report on The Persecution of Christians in Iran*, 2015.

“We received a summons [to court]. [Yaghoob] said, ‘**We have to leave the country or I may go to prison, and they may abuse you, or pressure us to become Muslim again**’”. Mina, video testimony, filmed 26 November 2014.

Indeed, the primary goal of the MOIS seems to be to terrorise Christians (especially leaders/pastors) into leaving Iran as refugees. One group of Christians who faced trial in east Iran in autumn 2014 were told by the judge that the court was deliberately delaying issuing a verdict against them, in order to give the group time to flee the country.”

Sources consultées :

Toutes les sources ont été consultées en avril 2023.

1. Organisations gouvernementales et internationales

- ۱۳۹۲، قانون مجازات اسلامی، شورای نگهبان قانون اساسی [Conseil des gardiens de la Constitution, *Code pénal islamique*, 2013],
[قانون مجازات اسلامی، شورای نگهبان قانون اساسی](#)
- ۱۳۵۸، شورای نگهبان قانون اساسی، قانون اساسی جمهوری اسلامی ایران [Conseil des gardiens de la Constitution, *La Constitution de la République islamique d'Iran*, 1979.]
[شورای نگهبان قانون اساسی، قانون اساسی جمهوری اسلامی ایران](#)
- ۱۳۹۹ مجلس شورای اسلامی، قانون الحاق دو ماده به کتاب پنجم قانون مجازات اسلامی، اسفند
consultative islamique, *loi d'ajout de deux articles au cinquième livre du Code pénal islamique*, mars 2019].
[قانون الحاق دو ماده به کتاب پنجم قانون مجازات اسلامی](#)
- ۱۳۹۵، ریاست جمهوری اسلامی ایران، متن کامل منشور حقوق شهروندی [Président de la République islamique d'Iran, *Charte des droits du citoyen*, 2016].
[ریاست جمهوری اسلامی ایران، متن کامل منشور حقوق شهروندی](#)
- ۱۳۹۵، رئیس جمهوری اسلامی ایران، متن منشور حقوق شهروندی [Président de la République islamique d'Iran, *Texte de la Charte des droits du citoyen*, 2016].
[رئیس جمهوری اسلامی ایران، متن منشور حقوق شهروندی](#)
- ALHODA International Publication & Distribution, *La Constitution de la République islamique d'Iran*, 2010.
[La Constitution de la République islamique d'Iran](#)
- Assemblée Générale des Nations Unies, *Résolution A/RES/77/228 : Situation relative aux droits humains en République islamique d'Iran*, décembre 2022.
[Résolution A/RES/77/228 : Situation relative aux droits humains en République islamique d'Iran](#)
- Assemblée générale des Nations Unies, *Situation relative aux droits humains en République islamique d'Iran*, janvier 2022.
[Situation relative aux droits humains en République islamique d'Iran](#)
- Comité des droits de l'Homme, *Observations finales du Comité en République islamique d'Iran*, 2011.
[Observations finales du Comité en République islamique d'Iran](#)
- Comité des droits de l'Homme, *Observation générale N°22 (Article 18 PIDCP)*, 1993.
[CDH Observation Generale 22 FR.pdf \(right-to-education.org\)](#)
- Conseil des droits de l'Homme, Cinquante-deuxième session, *Rapport du Rapporteur*

spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Javaid Rehman, février 2023.

[Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Javaid Rehman](#)

- Conseil des droits de l'homme, *A/HRC/WG.6/34/IRN/1 : Rapport national soumis conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme*, 2019.
[Rapport national soumis conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme](#)
- Conseil des droits de l'homme, *Résolution A/HRC/52/L.3*, mars 2023
[A/HRC/52/L.3 \(un.org\)](#)
- Cour nationale du droit d'asile, *Décision N° 14028401*, 2017. [Décision N° 14028401](#)
- Government of United Kingdom, *Country policy and information note : Christians and Christian converts, Iran*, septembre 2022.
[Country policy and information note: Christians and Christian converts, Iran, September 2022 \(accessible\) - GOV.UK \(www.gov.uk\)](#)
- Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, *République islamique d'Iran*, 2019.
[A/HRC/43/12 \(un.org\)](#)
- Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, *L'Iran doit garantir les droits de la minorité chrétienne et un procès équitable pour les accusés*, 2018.
[L'Iran doit garantir les droits de la minorité chrétienne et un procès équitable pour les accusés – Experts de l'ONU | HCDH \(ohchr.org\)](#)
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *A/HRC/WG.6/34/IRN/3 : Résumé des communications des parties prenantes concernant la République islamique d'Iran*, 2019.
[A/HRC/WG.6/34/IRN/3 \(un.org\)](#)
- Office français de protection des réfugiés et apatrides, *Iran : Arrestations et condamnations de chrétiens en juillet 2017*, juin 2021.
[Iran : Arrestations et condamnations de chrétiens en juillet 2017](#)
- Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, *Rapport A/HRC/34/65 sur la Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran*, 2017.
[A/HRC/34/65 \(un.org\)](#)
- Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, *Rapport A/HRC/49/75 sur la Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran*, janvier 2022.
[Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran](#)
- Secrétaire général, *Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran*, 2018.

[N1825072.pdf \(un.org\)](#)

- Secrétaire général, *Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran*, 2019. [N1924360.pdf \(un.org\)](#)

2. **ONG, Think Tanks**

- Amnesty International, *Iran : tout ce qu'il faut savoir sur les droits humains*, 2023. [Iran: tout ce qu'il faut savoir sur les droits humains](#)
- Amnesty International, *World Report 2022/23*, mars 2023. [Amnesty International Report 2022/23: The state of the world's human rights - Amnesty International](#)
- Article18, *2021 Annual Report: Rights Violations Against Christians in Iran*, 2022. [Rights violations against Christians in Iran - Annual Report 2021 - CSW.](#)
- Article18 et al, *2023 Annual Report: Rights violations Against Christians in Iran*, février 2023. [2023 Annual Report: Rights Violations Against Christians in Iran – Article 18 \(articleeighteen.com\)](#)
- Center for Human Rights in Iran, *Iran Protests: Grave Concerns for Extreme State Violence Amid Rising Death Toll*, septembre 2022. [Iran Protests: Grave Concerns for Extreme State Violence Amid Rising Death Toll](#)
- Christian Solidarity Worldwide, Article 18, MEC - Middle East Concern, Open Doors, WEA - The World Evangelical Alliance, *Report to the Human Rights Committee on: Islamic Republic of Iran; Freedom of Religion or Belief*, août 2022. <https://www.ecoi.net/en/document/2082981.html>
- Federal Office for Migration and Refugees, *Briefing Notes, Group 62 - Information Centre for Asylum and Migration*, juillet 2022. https://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/EN/Behoerde/Informationszentrum/BriefingNotes/2022/briefingnotes-kw28-2022.pdf?__blob=publicationFile&v=3
- HRANA, *Four Christian Converts Arrested in Neyshabur*, july 2022. [Four Christian Converts Arrested in Neyshabur - Hrana](#)
- Landinfo, *Iran: Christian converts and house churches (1) – prevalence and conditions for religious practice*, 2017. [Iran: Christian converts and house churches \(1\) – prevalence and conditions for religious practice.](#)
- Middle East Institute, *Authorities in Iran Intensify Crackdown on Christian Converts*, 2017, [Authorities in Iran Intensify Crackdown on Christian Converts.](#)

- Norwegian Country of Origin Information Centre (Landinfo), *Iran : Christian converts and house churches – Prevalence and conditions for religious practise*, 2017.
[Iran Christian converts and home churches \(1\) \(ecoi.net\)](#)
- Open Doors, Article 18, CSW et Middle East Concern, *Annual Report – Violations against Christians in Iran*, janvier 2020.
[Violations against Christians in Iran in 2019 – Article 18 \(articleeighteen.com\)](#)
- Open Doors, *Iran : Full country dossier*, janvier 2023.
[Iran : Full country dossier](#)
- Organisation suisse d'aide aux réfugiés, *Iran : Menaces pesant sur les personnes converties*, 2018.
[Bericht \(osar.ch\)](#)
- The Christians in Parliament et al, *Belief joint report on The Persecution of Christians in Iran*, 2015.
<https://appgfreedomofreligionorbelief.org/media/APPGs-report-on-Persecution-of-Christians-in-Iran.pdf>
- United States Commission on international religious freedom, *Annual Report*, 2022.
[United States Commission on international religious freedom, Annual Report](#)

3. Médias

- Amnesty International, *Iran: at least 82 protesters and bystanders killed in bloody crackdown in Baluchistan*, octobre 2022.
[Iran: at least 82 protesters and bystanders killed in bloody crackdown in Baluchistan | Amnesty International UK](#)
- Amnesty International, *Iran: Leaked video footage from Evin prison offers rare glimpse of cruelty against prisoners*, août 2021.
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/iran-leaked-video-footage-from-evin-prison-offers-rare-glimpse-of-cruelty-against-prisoners/>
- Article18 News, *10-year sentence for Iranian-Armenian for 'disturbing' Christian teaching*, mai 2022.
[10-year sentence for Iranian-Armenian for 'disturbing' Christian teaching.](#)
- Article18 News, *Annual report launch at UN Human Rights Council*, mars 2023.
[Annual report launch at UN Human Rights Council](#)
- Article18 News, *Annual report presentation et UK parliament*, mars 2023.
[Annual report presentation at UK parliament – Article 18](#)
- Article18 News, *Christian convert arrested, detained in Karaj on unknown charges*, août

2022.

[Christian convert arrested, detained in Karaj on unknown charges – Article 18](#)

- Article18, *Converts cleared of any crime must now attend 're-education' classes*, 2022.
[Converts cleared of any crime must now attend 're-education' classes](#)
- Article18, *Evin videos show 'institutionalised' abuse in Iran's prison*, août 2021.
[Evin videos show 'institutionalised' abuse in Iran's prison](#)
- Article 18, *Persecution of Christians in Iran – Dr Sara Afshari*, avril 2019.
[Persecution of Christians in Iran – Dr Sara Afshari](#)
- Article18 News, *Supreme Court agrees to retrial of Iranian-Armenian pastor serving 10-year sentence*, mars 2023.
[Supreme Court agrees to retrial of Iranian-Armenian pastor serving 10-year sentence – Article 18](#)
- Association internationale pour la défense de la liberté religieuse, *L'Iran libère Yousef Nadarkhani et d'autres chrétiens de prisons*, mars 2023.
[L'Iran libère Yousef Nadarkhani et d'autres chrétiens de prison | Liberte Religieuse](#)
- Association internationale pour la défense de la liberté religieuse, *Rapport annuel 2023 : Violations des droits des chrétiens en Iran*, mars 2023.
[Rapport annuel 2023 : Violations des droits des chrétiens en Iran | Liberte Religieuse](#)
- BBC News, *Iran dancing couple given 10-year jail sentence*, janvier 2023.
[Iran dancing couple given 10-year jail sentence](#)
- Christian Solidarity Worldwide, *Christians stand trial under new amendment to the Iranian Penal Code*, juin 2021.
[Christians stand trial under new amendment to the Iranian Penal Code](#)
- DW News, *What it's like to be a Christian in Iran*, 2016.
[What it's like to be a Christian in Iran.](#)
- Fox News, *'Simply being a Christian is enough to get arrested' in Iran: British government report*, octobre 2022.
['Simply being a Christian is enough to get you arrested' in Iran: British government report](#)
- Info Chrétienne, *Chrétiens persécutés en Iran : « Se convertir au christianisme ou à toute autre religion est vraiment un acte héroïque »*, février 2022.
[Chrétiens persécutés en Iran : « Se convertir au christianisme ou à toute autre religion est vraiment un acte héroïque » - Info Chrétienne \(infochretienne.com\)](#)
- Info Chrétienne, *Iran : Un chrétien condamné à 10 ans de prison pour avoir fondé une église de maison*, mai 2022.
[Iran : Un chrétien condamné à 10 ans de prison pour avoir fondé une église de maison](#)

- Iran International Newsroom, *New Law In Iran To Criminalize Critical Public*, janvier 2023.
[New Law In Iran To Criminalize Critical Public.](#)
- Lavie, « *La persécution des chrétiens atteint des sommets depuis dix ans* », selon l'ONG *Portes ouvertes*, janvier 2023.
[« La persécution des chrétiens atteint des sommets depuis dix ans », selon l'ONG Portes ouvertes](#)
- Le Monde Diplomatique, *En Iran, le pouvoir se fracture*, décembre 2022.
[En Iran, le pouvoir se fracture, par Stéphane A. Dudoignon \(Le Monde diplomatique, décembre 2022\)](#)
- Mohabat News, *A bookseller from Iran was arrested on charges of selling 'Bible'*, 2019. [A bookseller from Iran was arrested on charges of selling 'Bible'](#) .
- Mvoices in Iran, *White Torture, a Story about the Suffering and Resistance of the Iranian Christians*, 2021.
[White Torture, a Story about the Suffering and Resistance of the Iranian Christians](#)
- NISSENBAUM, Dion, “*Saudi Arabia, U.S. on High Alert After Warning of Imminent Iranian Attack*”, *Washington Post*, novembre 2022.
[Saudi Arabia, U.S. on High Alert After Warning of Imminent Iranian Attack - WSJ](#)
- ONU Info, *Iran : des experts de l'ONU s'alarment de l'escalade des persécutions religieuses*, août 2022.
[Iran : des experts de l'ONU s'alarment de l'escalade des persécutions religieuses](#)
- ONU Info, *Iran : le chef des droits de l'homme de l'ONU inquiet du durcissement de la répression contre les manifestants*, novembre 2022.
<https://news.un.org/fr/story/2022/11/1130067>
- ONU Info, *Iran : le Conseil des droits de l'homme de l'ONU crée une mission pour enquêter sur la répression*, novembre 2022.
[Iran : le Conseil des droits de l'homme de l'ONU crée une mission pour enquêter sur la répression](#)
- ONU Info, *Iran : les abus systématiques s'apparentent à des crimes contre l'humanité (expert)*, mars 2023.
[Iran : les abus systématiques s'apparentent à des crimes contre l'humanité \(expert\) | ONU Info](#)
- ONU Info, *L'ONU accuse l'Iran d'utiliser la peine de mort pour dissuader les manifestants*, 10 janvier 2023.
[L'ONU accuse l'Iran d'utiliser la peine de mort pour dissuader les manifestants](#)
- ONU Info, *L'ONU préoccupée par la violente répression en Iran*, septembre 2022.
<https://news.un.org/fr/story/2022/09/1127981>
- ONU Info, *Le Conseil décide de créer une mission d'établissements des faits pour enquêter*

sur les violations alléguées des droits de l'homme en Iran liées aux manifestations qui ont débuté le 16 septembre 2022, novembre 2022.

<https://www.ohchr.org/fr/news/2022/11/human-rights-council-establishes-fact-finding-mission-investigate-alleged-human-rights>

- ONU Info, *Le Haut-Commissaire Volker Türk appelle à respecter la vie et la voix du peuple iranien et à écouter ses revendications*, janvier 2023.
[Le Haut-Commissaire Volker Türk appelle à respecter la vie et la voix du peuple iranien et à écouter ses revendications](#)
- ONU Info, *Repressive enforcement of Iranian hijab laws symbolises gender-based persecution: UN experts*, 14 avril 2023.
[Repressive enforcement of Iranian hijab laws symbolises gender-based persecution](#)
- Portes Ouvertes, *En Iran, chasse à l'homme contre les chrétiens convertis*, mars 2020.
[En Iran, chasse à l'homme contre les chrétiens convertis \(portesouvertes.fr\)](#)
- Portes Ouvertes, *Iran : Youcef Nadarkhani et 4 autres chrétiens libérés*, mars 2023.
[Iran: Youcef Nadarkhani et 4 autres chrétiens libérés](#)
- ROGERS, Paul, *Are circumstances now aligned for possible war in the Middle East?*, Open Democracy, novembre 2022.
[Iran protests and new Israeli government increase chance of war | openDemocracy](#)
- Tribune juive, *Menacé de peine de mort après sa conversion, le combat d'un couple chrétien iranien pour obtenir le droit d'asile*, novembre 2022.
[Menacé de peine de mort après sa conversion, le combat d'un couple chrétien iranien pour obtenir le droit d'asile - Tribune Juive](#)

4. Autres

- BARRY, James, *Re-Ghettoization: Armenian Christian Neighborhoods in Multicultural Tehran*, 2017.
[Re-Ghettoization: Armenian Christian Neighborhoods in Multicultural Tehran](#)
- BARRY, James, *Armenian Christians in Iran : Ethnicity, Religion, and Identity in the Islamic Republic*, 2019.
[Armenian Christians in Iran : Ethnicity, Religion, and Identity in the Islamic Republic](#)
- CORBIN, Henry, *Histoire de la philosophie islamique*, 1986.
[Histoire de la philosophie islamique](#)
- HOSSEINI, S. Behnaz, *Ethnic Religious Minorities in Iran*, janvier 2023.
[Ethnic Religious Minorities in Iran](#)